

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél : 01 53 14 69 00
Fax: 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Consultation n°25-014

Applicable aux lots 01 et 02

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet de la consultation : Prestations de sécurité générale, de surveillance, de télésurveillance et de sécurité incendie pour le compte des six groupes hospitalo-universitaires, de divers établissements hospitaliers, d'instituts et organismes de formation, de services centraux et généraux et du siège de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP).

Lots :

- **01 – Prestations de sécurité générale, de surveillance et d'intervention humaine**
- **02 – Prestations de télésurveillance**

Pour une période ferme de quatre ans à compter du 1^{er} juillet 2025, résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant sa date de fin.

Ce document comprend 40 pages, il est associé au cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Ce document comprend 3 annexes.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 1 sur 40

SOMMAIRE

GLOSSAIRE.....	3
1. OBJET	4
1.1 Description générale.....	4
1.2 Durée.....	4
1.3 Décomposition en lots	4
1.4 Volumétrie des lots 01 et 02.....	5
2. CONTEXTE DES PRESTATIONS.....	5
2.1 Présentation de l'Assistance-Publique – Hôpitaux de Paris	5
2.2 Contexte spécifique relatif aux structures contractantes	8
2.3 Locaux et moyens mis à disposition du prestataire.....	8
2.4 Missions générales et limites d'intervention relative à la prestation demandée	9
2.5 Continuité et organisation.....	13
2.6 Circonstances exceptionnelles.....	13
3. OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	14
3.1 Dispositions réglementaires.....	14
3.2 Permanence et continuité du service.....	16
3.3 Pénalités liées à un ou des manquements dans l'exécution de la prestation	17
4. DISPOSITIONS GENERALES	18
4.1 Nature des prestations de sécurité générale, surveillance et d'intervention humaine (lot 01).....	19
4.2 Nature des prestations de télésurveillance (lot 02).....	21
4.3 Dispositions requises pour l'exécution des prestations	21
4.4 Carte professionnelle des agents de prévention et de sécurité	23
4.5 Tenues de travail et numéro d'identification apparent	23
4.6 Gestion, entretien, remise à niveau et renouvellement des matériels.....	23
4.7 Exécution des prestations par les personnels du prestataire.....	25
4.8 Formation des personnels mis à disposition	29
4.9 Contrôle de la prestation.....	31
4.10 Contrôle des personnels par le CNAPS.....	32
4.11 Adaptation des personnels aux divers sites d'emploi.....	32
4.12 Remise à disposition d'un personnel salarié du prestataire.....	33
4.13 Protection des personnels mis à disposition	33
4.14 Accidents et prises en charge des personnels mis à disposition	34
4.15 Discipline intérieure	34
5. DISPOSITIONS SPECIFIQUES APPLICABLES AU LOT 02 « TELESURVEILLANCE ».....	35
5.1 Périmètre d'exécution des prestations de télésurveillance	36
5.2 Modalités d'exécution des prestations de télésurveillance	36
5.3 Obligations spécifiques applicables au lot 02 « Télésurveillance ».....	36
5.4 Maintenance, interventions techniques et obsolescence des matériels	37
5.5 Règles de déontologie.....	37

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 2 sur 40

Glossaire

Les définitions suivantes se rapportent aux termes employés dans le cadre de la consultation et du présent cahier des clauses techniques particulières. Ces termes peuvent avoir un sens différent dans un autre contexte.

AP-HP	Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
GHU	Groupe hospitalo-universitaire
Site	Etablissement hospitalier
PIC	Pôle d'intérêt commun
Siège	Siège de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
Structure(s) contractante(s)	Structure de l'AP-HP (GHU, site, PIC ou Siège) signataire du (des) marché(s) subséquent(s) conclu(s) sur le fondement de l'accord-cadre
Représentant(s)	Directeur de la structure contractante et/ou, par délégation, leur représentant dûment mandaté, en l'occurrence le chargé de sécurité générale et/ou son adjoint
Prestataire	Titulaire de l'accord-cadre et/ou du (des) marché(s) subséquent(s), signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre
RC	Règlement de la consultation
CCAP	Cahier des clauses administratives particulières
CCTP	Cahier des clauses techniques particulières
ERP	Etablissement recevant du public
SSE	Situations sanitaires exceptionnelles
PCA	Plan de continuité d'activité
CQP	Certificat de qualification professionnelle
CNAPS	Conseil National des Activités Privées de Sécurité
SCC	Société centrale canine
RNCP	Répertoire national des certifications professionnelles
AFPA	Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes
CESU	Centre d'enseignement de soins d'urgence
CFDC	Centre de formation et de développement des compétences de l'AP-HP
NRBC-E	Nucléaire, Biologique, Chimique, explosif
RGPD	Règlement général de protection des données
ANSSI	Agence nationale de la sécurité des systèmes informatiques

1. Objet

1.1 Description générale

L'appel d'offres ouvert a pour objet les prestations de sécurité générale, de surveillance, de télésurveillance et de sécurité incendie pour le compte des six groupes hospitalo-universitaires, de divers établissements hospitaliers, d'instituts et organismes de formation, de services centraux et généraux et du siège de l'Assistance publique- hôpitaux de Paris (AP-HP) :

- six groupes hospitalo-universitaires, composés de sites hospitaliers ;
- pôles d'intérêt commun, essentiellement logistiques, tertiaires et pharmaceutiques ;
- services centraux et généraux ;
- Siège de l'AP-HP

L'hôpital marin d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) et l'hôpital San Salvador d'Hyères (Var) ne sont pas compris dans ce périmètre.

Les directeurs des groupes hospitalo-universitaires et des structures indépendantes contractantes ont toute latitude, au vu des délégations de signature des directeurs des établissements hospitaliers et des directeurs adjoints et en adéquation avec la dernière version de l'arrêté matière de la direction générale de l'APHP, pour déterminer le périmètre d'intervention des marchés subséquents qu'ils déclineront au sein du périmètre qui leur est délégué.

La cohérence avec la politique de sécurité définie par la direction générale (pilotée par la direction de la sécurité générale) de l'AP-HP déclinée au niveau de ces groupes hospitalo-universitaires, hôpitaux et diverses structures indépendantes contractantes est préconisée et un marché subséquent s'appliquant à l'ensemble d'un groupe hospitalo-universitaire semble pouvoir répondre au mieux à cette problématique.

1.2 Durée

Les accords-cadres issus de la présente consultation sont conclus pour une période d'exécution de quatre ans à compter du 1^{er} juillet 2025, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la date de fin de chaque période.

1.3 Décomposition en lots

L'appel d'offres ouvert est décomposé en quatre lots distincts :

Numéro du lot	Objet	Forme du marché
01	Prestations de sécurité générale, de surveillance et d'intervention humaine	Accord-cadre à marchés subséquents
02	Prestations de télésurveillance	Accord-cadre à marchés subséquents
03	Prestations de sécurité incendie	Accord-cadre à marchés subséquents
04	Prestations de sécurité générale et de sécurité incendie pour les établissements de l'AP-HP dans lesquels ces missions peuvent être mutualisées, dans le respect des dispositions réglementaires relatives à sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) et des immeubles de grande hauteur (IGH)	Accord-cadre à marchés subséquents

Seules les spécifications techniques relatives aux lots 01 et 02 sont décrites dans le présent CCTP.

Les spécifications techniques relatives aux lots 03 à 05 font l'objet de CCTP distincts et spécifiques, au vu des contraintes réglementaires ou techniques.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 4 sur 40

1.4 Volumétrie des lots 01 et 02

Les volumétries présentées ci-après sont communiquées à titre indicatif et n'ont pas de valeur contractuelle.

Numéro du lot	Objet	Volumétrie estimée
01	Prestations de sécurité générale, de surveillance et d'intervention humaine	1 244 450,78 heures
02	Prestations de télésurveillance	11 sites annexes du Siège et sites hospitaliers

Les volumétries relatives aux lots 03 et 04 sont précisées dans les CCTP spécifiques à ces lots.

2. Contexte des prestations

2.1 Présentation de l'Assistance-Publique – Hôpitaux de Paris

L'AP-HP assure ses missions de soins et d'accueil des victimes et patients, traditionnellement sur le territoire de la région Ile-de-France, composé de huit départements, dont la population dépasse désormais les douze millions d'habitants¹, ainsi qu'en province, où elle dispose de quatre autres établissements hospitaliers, à vocation médicale de traitements, de soins et de suivi médicaux très spécifiques.

L'AP-HP accueille en outre et très régulièrement, un certain nombre de patients provenant d'autres régions administratives françaises, qu'elles soient géographiquement proches ou plus lointaines, suivis dans l'un au moins de ses groupes hospitalo-universitaires et de ses établissements hospitaliers.

L'AP-HP constitue, à ce jour, le **Centre Hospitalier Universitaire d'Ile de France** et est le premier centre hospitalier universitaire de France et d'Europe. Il est reconnu comme établissement de santé de référence par le ministère de la Santé et des solidarités.

Elle assure une prise en charge s'appuyant sur toutes les possibilités diagnostiques et thérapeutiques. L'ensemble des spécialités organisées autour de 52 disciplines médicales, biologiques et mixtes y sont représentées.

L'AP-HP est composée de six groupes hospitalo-universitaires, de sites hospitaliers et de structures de soutien technique, logistique et tertiaire, représentant un total cumulé de près de cinquante-deux emprises bâties, qui offrent actuellement une superficie totale disponible de plus de 3.000.000 de mètres carrés.

Groupes hospitalo-universitaires (GHU)	Sites hospitaliers constitutifs des GHU		
APHP.Centre – Université de Paris Cité	Broca	Corentin-Celton	Necker – Enfants Malades
	Cochin	Hôtel Dieu	Vaugirard – Gabriel-Pallez
	Hôpital Européen Georges-Pompidou		
AP-HP.Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor	Albert-Chenevier	Emile-Roux	Henri-Mondor
	Dupuytren	Georges-Clémenceau	
AP-HP.Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis	Avicenne	Jean-Verdier	René-Muret
AP-HP.Nord – Université de Paris Cité	Beaujon	Fernand-Widal	Paul-Doumer
	Bichat – Claude-Bernard	Lariboisière	Robert-Debré
	Bretonneau	Louis-Mourier	
AP-HP.Sorbonne Université	Armand-Trousseau	La Roche-Guyon	Saint-Antoine
	Charles-Foix	Rothschild	Tenon
		Pitié-Salpêtrière	

¹Selon le dernier recensement INSEE, effectué au cours de l'année 2016.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 5 sur 40

Groupes hospitalo-universitaires (GHU)	Sites hospitaliers constitutifs des GHU		
AP-HP.Université Paris-Saclay	Ambroise-Paré	Bicêtre	Raymond-Poincaré
	Antoine-Béclère	Paul-Brousse	Sainte-Périne
Hôpital Maritime de Berck			
Établissements non rattachés à un GHU			
Hôpital Marin d’Hendaye	Hôpital San Salvador	Hospitalisation à Domicile	
Pôles d’intérêt commun et services centraux			
Siège		Service Central des Ambulances (SCA)	
Achats centraux hôteliers, alimentaires et technologiques (ACHAT)		Service Central des Blanchisseries (SCB)	
Agence générale des équipements et produits de santé (AGEPS)		Service Maintenance Sécurité (SMS)	
Centre de formation et de développement des compétences (CFDC)			

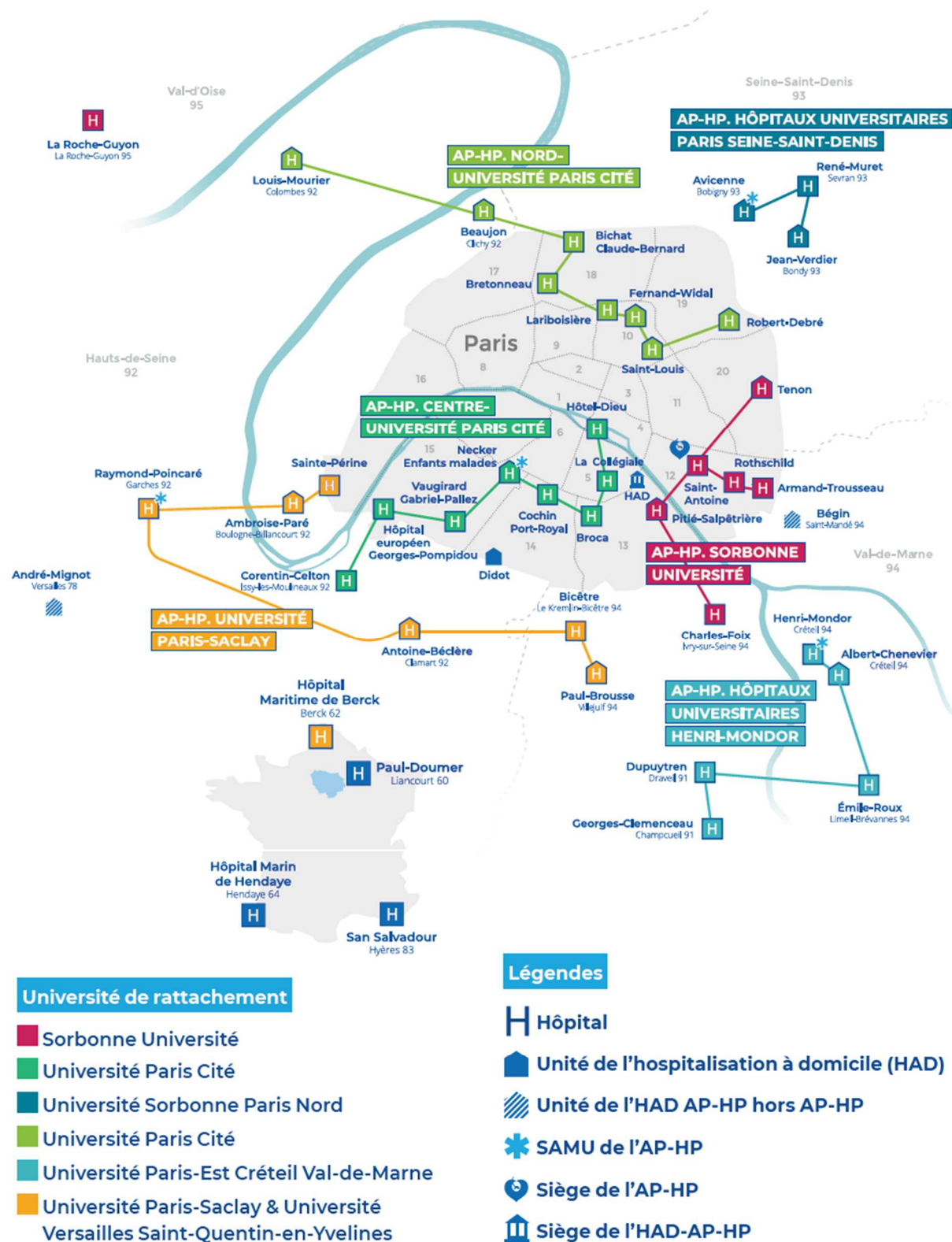
2.1.1 L'AP-HP en quelques chiffres²



² La présentation « L'AP-HP, 1^{er} CHU d'Europe – L'essentiel » est fournie en annexe 1 du présent CCTP.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 6 sur 40

2.1.2 Carte de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris



A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 7 sur 40

2.2 Contexte spécifique relatif aux structures contractantes

Le contexte particulier de chacun des GHU, sites, PIC et du Siège sera précisé et explicité en détail dans la lettre de consultation et dans les annexes techniques et administratives complémentaires jointes, tels que le CCAP et le CCTP, spécifiques à chacun des marchés subséquents, passés sur le fondement des présents accords-cadres.

Ce contexte spécifique recouvre toute particulièrement la ou les spécialités médicales offertes au sein des départements médico-universitaires des structures contractantes, le bassin de vie couvert, son implantation géographique globale, urbaine, péri-urbaine, régionale voire extrarégionale, son organisation médicale, son organigramme fonctionnel, son architecture hospitalière, qu'elle soit de type pavillonnaire ou de type monobloc et toutes autres particularités ou spécificités, nécessaires à la proposition d'une offre technique concrète, cohérente, évolutive, adaptée et ajustée au plus près de la demande formulée.

Elle comprendra de surcroît la présentation administrative globale de la structure contractante, l'implantation du ou des bâtiments les composant, les différents accès permettant d'y entrer et/ou d'en sortir, les éventuelles zones sensibles et réservées, les particularités d'implantation, d'organisation, de fonctionnement et d'exploitation impactant directement les aspects sécuritaires dans leur ensemble.

2.3 Locaux et moyens mis à disposition du prestataire

L'AP-HP s'engage à mettre à disposition du prestataire à titre gracieux, à l'intérieur même de la structure contractante, les locaux, en nombre, en surface et en qualité, nécessaires à l'exécution de ses missions, telles qu'elles sont définies dans le CCTP de chacun des marchés subséquents, signifiés conformément aux dispositions des présents accords-cadres.

Dès la notification du marché subséquent, au plus tard le premier jour d'exécution un état des lieux d'entrée détaillé et contradictoire est dressé entre le prestataire et le représentant de la structure contractante.

L'état des lieux d'entrée, contradictoire et détaillé, atteste, du nombre et de la qualité des locaux, de leur dénomination officielle, des autres moyens mis à disposition du prestataire, de leur état le jour d'entrée dans les lieux, des réserves constatées.

Toute demande d'amélioration sur les moyens fournis fait l'objet d'un relevé de décision transmis aux parties contractantes.

Un état des lieux de sortie est réalisé au plus tard le dernier jour d'exécution dudit marché subséquent. Il précise l'état des locaux et moyens lors de la restitution en fin d'exécution du marché, des changements et compléments intervenus, ajustés au besoin.

Si l'emploi d'un véhicule de service et de fonction est prévu, un emplacement de stationnement dédié et spécialement signalisé réservé est mis à disposition permanente du prestataire.

Les locaux mis à disposition du prestataire sont clos, meublés, chauffés, éclairés, sécurisés, équipés aux normes respectant les règles de la sécurité incendie, entretenus au rythme défini lors de la notification du marché subséquent.

L'accès des locaux mis à disposition du prestataire, est librement consenti aux professionnels relevant du pouvoir adjudicateur en charge de la maintenance, de l'incendie, de la sécurité générale, de l'hygiène et conditions de travail et de tout corps d'état le nécessitant. Le prestataire est informé des interventions dans les locaux mis à disposition. Les stockages et entreposages sont soumis à un inventaire annuel transmis au représentant de la structure contractante.

Les ajouts d'équipements et modifications ponctuelles sont soumises à autorisation du représentant de la structure contractante qui s'assure du respect des règles de sécurité bâtimementaires et fonctionnelles.

Ces divers locaux spécifiques, mis à disposition du prestataire restent cependant la propriété inaliénable de la structure contractante de l'AP-HP. Ils sont réputés ne pouvoir servir qu'aux seuls personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, affectés en temps réel sur la structure contractante, à l'exclusion de tout autre, même à titre exceptionnel, provisoire ou temporaire.

Cette occupation des locaux ainsi mis à disposition du prestataire ne saurait démarrer, sauf accord express du représentant de la structure contractante motivé par des raisons d'emménagement, avant le premier jour d'exécution dudit marché subséquent, ni se poursuivre après le dernier jour d'exécution plénière dudit marché subséquent, sauf accord express du représentant de la structure contractante motivé par des raisons de désencombrement ou de désaménagement, planifiés en amont.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 8 sur 40

Sauf accord particulier intervenu entre le représentant de la structure contractante, le prestataire ne saurait s'en approprier l'exclusivité de l'accès et de l'occupation, la fonctionnalité, l'usage et les droits qui y seraient éventuellement afférents, le fonctionnement usuel, l'aménagement et la décoration, tant intérieurs qu'extérieurs, la disposition, tant intérieure qu'extérieure ou y pratiquer, y faire pratiquer ou simplement y tolérer des activités extra-professionnelles, divers stockages, des entreposages, y faire pratiquer ou y tolérer, en toute connaissance de cause, toute activité non en relation directe avec les missions et tâches clairement et précisément définies dans CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions des présents accords-cadres.

L'attributaire respecte les règles de bon usage et de laïcité³ en vigueur au sein du service public hospitalier. Il ne peut détourner les locaux de l'usage qui en est fait dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Seules les activités en relation directe avec les missions définies dans le CCTP du marché subséquent sont autorisées au sein des locaux mis à disposition du prestataire.

Leur bon usage par lui-même et par la totalité de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise ainsi que le maintien en capacité opérationnelle de ces différents locaux, ainsi mis à disposition du prestataire et de la totalité des équipements et matériels s'y trouvant, relève de la responsabilité directe et unique dudit prestataire.

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, sur les divers sites concernés, le prestataire dudit marché peut, à son initiative et après avoir obtenu l'accord préalable écrit du représentant de la structure contractante, y adjoindre des équipements et matériels complémentaires et supplémentaires.

Pour ce faire, le prestataire veillera, avant toute installation et tout branchement sur les réseaux d'énergie, d'alimentation et de fluides du site concerné, à ce que ces équipements complémentaires, qui restent sa propriété inaliénable, soient certifiés et conformes aux normes habituelles françaises et européennes en vigueur, tout particulièrement dans les domaines électriques et sanitaires.

Le prestataire veillera tout particulièrement à ce que tous ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, appliquent strictement les procédures élémentaires d'hygiène préconisées dans l'ensemble du site concerné, s'agissant en particulier du lavage des mains⁴, en prenant l'attache, notamment des équipes d'infirmières hygiénistes localement implantées.

L'entretien courant – usuellement journalier et hebdomadaire, dit de 1^{er} échelon - des matériels cités et, le cas échéant, leur reconditionnement, restent à la seule charge du prestataire.

Le représentant de la structure contractante se réserve le droit de procéder inopinément à des contrôles réguliers quant à l'exécution et au respect du cadre d'application de l'ensemble de ces diverses mesures. Il en est de même, si besoin était, des mesures de retrait décidées ou d'aliénation desdits matériels non autorisés, cités dans l'alinéa supra.

En tant que de besoin, le représentant de la structure contractante se réserve le droit de convier le prestataire à effectuer contradictoirement, de façon inopinée ou programmée, des visites périodiques de contrôle et d'inspection des locaux et des matériels.

2.4 Missions générales et limites d'intervention relative à la prestation demandée

Tous les personnels de sécurité qualifiés, encadrant ou non, salariés du titulaire du marché, exercent leurs missions dans le respect des périmètres définis par le présent accord-cadre. Ces périmètres peuvent porter sur des équipes d'intervention inter sites hospitaliers.

Toutes les mesures de précaution et de sécurité nécessaires et adéquates définies dans le plan de prévention sont prises pour assurer la sécurité et la qualité du travail des prestataires (port d'un gilet jaune rétroréfléchissant homologué, l'adjonction d'une torche d'éclairage par personnel et par temps couvert et/ou pluvieux, de nuit ou en hiver ainsi qu'un moyen de communication valide).

Ces missions confiées aux agents de prévention et de sécurité qualifiés, encadrant ou non, salariés du prestataire, s'exercent sous le contrôle du directeur de la structure contractante qui, en vertu d'une délégation du pouvoir de police générale, édicte les règles et recommandations, dans le cadre du règlement intérieur de

³ [La charte de la laïcité dans les services publics](#)

⁴ La procédure d'hygiène « fraction hydro-alcoolique » devra être connue de tous les personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, titulaire du marché.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 9 sur 40

l'AP-HP et des consignes nationales permanentes ou temporaires. Elles garantissent le maintien en sécurité de la structure contractante, de leurs patients, de leurs personnels et la sauvegarde de leurs biens propres.

Par subdélégation permanente, les chargés de sécurité générale et/ou leurs adjoints, nantis d'un pouvoir nominatif en ce sens, continuent d'exercer le contrôle de ces missions.

Les missions confiées aux personnels de prévention et de sécurité qualifiés, encadrant ou non, salariés du prestataire, s'inscrivent à la fois dans les actions de prévention et d'intervention au plus près du patient et des professionnels ont et permettent un déroulement du service public de qualité en sécurité au bénéfice de la continuité des soins.

La sécurité périmétrique, périphérique et volumétrique fonde l'action au quotidien des salariés de l'attributaire. Les missions portent sur la sécurité des personnes et des biens matériels et immatériels.

Le prestataire ne pourra confier aux personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, que les seules missions et tâches listées dans le CCTP du marché subséquent, à l'exclusion de toute(s) autre(s), sauf celles prévues par la loi. Il s'attachera tout particulièrement à respecter la stricte exécution et le suivi rigoureux de toutes ces missions, telles qu'elles apparaîtront dans les diverses annexes techniques et administratives jointes au CCTP du marché subséquent, sauf en cas de survenue brutale et très rapide d'un cas de force majeure ou d'une catastrophe naturelle, technique, technologique ou de toute autre nature, totalement imprévisible.

En cas de mesures d'urgence, de cas de force majeure ou de plan SSE nécessitant une réactivité immédiate, les personnels salariés du prestataire agissent directement sous la responsabilité du directeur de la structure contractante ou de son représentant.

2.4.1 Des notions juridiques importantes dans le cadre de la prestation

Le prestataire veillera au respect par l'ensemble de ses personnels de sécurité qualifiés, encadrant ou non, salariés de son entreprise, des notions essentielles de droit suivantes :

- **L'état de nécessité**, conformément à l'article **122-7 du Code pénal**, qui stipule que : « *n'est pas pénalement responsable, la personne qui, face à un danger actuel ou imminent qui menace elle-même, autrui ou un bien (Ndr : dont il a la garde et la sauvegarde), accomplit un acte nécessaire à la sauvegarde de la personne ou du bien, sauf s'il y a disproportion entre les moyens employés et la gravité de la menace* ».

Ainsi l'ensemble du personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, titulaire du marché, ne saurait nullement se prévaloir d'outrepasser ses droits habituellement reconnus ou d'avoir à commettre un acte illégal ou une infraction, dans ce cas précis où la sauvegarde face à un danger imminent et grave l'emporte sur la rigueur du droit.

- **La légitime défense de soi-même et d'autrui**, conformément à l'article **122-5 du Code pénal**, qui stipule que : « *n'est pas pénalement responsable la personne qui, devant une atteinte injustifiée envers elle-même ou autrui, accomplit, dans le même temps, un acte commandé par la nécessité de la légitime défense d'elle-même ou d'autrui, sauf s'il y a disproportion entre les moyens de défense et la gravité de l'atteinte* ».

Ainsi l'ensemble du personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, titulaire du marché, ne saurait nullement se prévaloir d'outrepasser ses droits habituellement reconnus ou d'avoir à commettre un acte illégal ou une infraction, dans ce cas précis où la sauvegarde face à un danger imminent et grave l'emporte sur la rigueur du droit.

- **La non-assistance à personne en danger**, conformément à l'article **223-6 du Code pénal**, qui stipule que : « *Quiconque pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne s'abstient volontairement de le faire est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende. Sera puni des mêmes peines quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ou pour les tiers, il pouvait lui prêter soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours.* » Le péril est un **niveau particulier de danger**. En la matière, la jurisprudence constante définit le **péril** à partir de **l'existence simultanée de trois conditions** : la gravité des faits, l'imminence de la réalisation de ces faits et la constance et la notion de **gravité des conséquences, pris au sens du préjudice**. Il y a péril quand le risque qu'encourt la personne menacée est vital pour elle ou pourrait – de façon certaine – laisser occasionner des atteintes physiques graves et irréversibles.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 10 sur 40

- **Les cas de crime flagrant ou délit flagrant**, conformément à l'article **73 du Code de procédure pénale**, qui stipule que : « *Dans les cas de crime flagrant ou de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, toute personne a qualité pour en appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche. Lorsque la personne est présentée devant l'officier de police judiciaire, son placement en garde à vue, lorsque les conditions de cette mesure prévues par le présent code sont réunies, n'est pas obligatoire dès lors qu'elle n'est pas tenue sous la contrainte de demeurer à la disposition des enquêteurs et qu'elle a été informée qu'elle peut à tout moment quitter les locaux de police ou de gendarmerie. Le présent alinéa n'est toutefois pas applicable si la personne a été conduite, sous contrainte, par la force publique devant l'officier de police judiciaire.*

Le rappel régulier à temps de ces règles s'impose ainsi au prestataire, titulaire du marché, en particulier lors de la présentation et de la mise en place, sur sites, de nouveaux personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, encadrant ou non.

La demande d'exécution de toute mission ou l'accomplissement de toute tâche, non expressément prévue et contractualisée dans le CCTP du marché subséquent, si elle ne s'inscrit pas dans les cas prévus ci-dessous et considérés comme étant des faits justificatifs aux yeux de la loi, relèvent d'un abus caractérisé et ne saurait entraîner à l'égard du prestataire une quelconque sanction ou injonction de la part de la structure contractante, pour non-exécution ou non accomplissement total ou partiel.

Le prestataire s'assure que l'ensemble de ses personnels de sécurité qualifiés, y compris les personnels spécifiquement qualifiés « cynophiles », les personnels chargés d'une mission de contrôle régulier et continu et/ou d'encadrement de ses propres équipes de personnels de sécurité qualifiés, salariées de son entreprise, soient en mesure d'être déployés sur la totalité des sites et emprises bâtementaires de la structure contractante que couvre le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Les représentants de la structure contractante s'assurent, régulièrement mais aussi inopinément, du respect strict de ces missions et tâches confiées au prestataire.

A ce titre, ce dernier ne saurait invoquer, pour un ou plusieurs de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, le titre d'exclusivité d'affectation sur un site ou un autre ou, réciproquement, d'exclusion d'affectation sur un site ou un autre de la même structure contractante.

Il en est de même des distances et/ou des modalités de transport existant entre deux entités et emprises d'une même structure contractante, qu'il ne saurait invoquer comme motif d'inexécution ou d'exécution tardive ou même partielle, hors des limites raisonnables d'intervention, fixées elles aussi contractuellement dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre. En tout état de cause, ces limites de temps fixées et contractualisées entre les parties, doivent s'inscrire dans des délais inférieurs à la demi-journée et ce quelles que soient les circonstances et les événements survenus et leurs conséquences, prévisibles ou non, hors cas de force majeure.

2.4.2 Missions générales d'aide et d'assistance à personnes en péril

Hormis le cas légitime de porter secours et assistance à une personne en difficulté ou en danger⁵, le temps strictement nécessaire à l'arrivée des secours ou des forces de sécurité intérieures les relevant de droit de cette tâche, aucune compétence juridique ou administrative particulière ou supplémentaire ne leur est reconnue sur l'emprise de la voie publique, située aux abords de la structure contractante.

Cependant, l'état de nécessité, cité supra, leur commande d'intervenir ou d'agir, au risque de se trouver en état de non-assistance à personne en danger, au vu des circonstances et du déroulement des faits.

2.4.3 Enumérations des missions de sécurité générale confiées au prestataire

Les missions de sécurité, de surveillance et d'intervention humaine s'entendent dans le respect de la continuité du service au quotidien y compris en temps de crise ou SSE : de jour comme de nuit, en jours ouvrés/dimanches et jours fériés ou durant les jours sans activité déclarée, à des horaires convenus d'avance par des cycles de travail validés par le pouvoir adjudicateur, en nombre suffisant⁶, tel que décrit et signifié dans le CCTP du marché subséquent, conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

⁵ Tel qu'il est défini dans les textes et codes réglementaires et transcrit dans les consignes permanentes.

⁶ Nonobstant d'autres dispositions plus restrictives, un nombre de passages qualifié de « suffisant et acceptable » pourrait, idéalement, être de deux passages par demi-journée, la soirée n'y étant pas incluse.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 11 sur 40

Les missions sont les suivantes :

- Connaître, appliquer et faire respecter le règlement intérieur de l'AP-HP et les consignes spécifiques de l'établissement en lien avec le chargé de sécurité générale ou son adjoint.
- Organiser et assurer les rondes de sécurité dynamiques dans l'enceinte de la structure contractante ou selon les modalités inter sites définies par les dispositions du marché subséquent ;
- Assurer le filtrage et la garde statique des accès principaux et des accès secondaires ou provisoires de la structure contractante ;
- Garantir l'intervention de sécurité systématique, d'initiative ou lors d'appels à l'aide des patients, d'accompagnateurs, de consultants, de personnels, qu'ils soient personnels soignants, tertiaires, logistiques, techniques, stagiaires, intérimaires ou prestataires et bénévoles agréés, œuvrant au sein de la structure contractante, lors de la commission d'événements non souhaités et/ou d'événements indésirables graves, pour la protection des personnes et la sauvegarde des biens de ces derniers, au vu des procédures d'établissements ou institutionnelles existantes ;
- Assurer la surveillance statique et dynamique et par voie de vidéoprotection y compris en lien avec un centre d'hypervision, de toutes les voies normalement ouvertes à la circulation automobile, en particulier celles desservant les divers services d'accueil des urgences, les bâtiments d'hospitalisation ou dédiés aux soins, des zones sensibles, des aires de stockage ou de livraisons techniques, pharmaceutiques, logistiques au vu des procédures d'établissements existantes de façon à garantir en permanence leur vacuité pour les véhicules de secours et d'urgence et à garantir le fonctionnement en situation normale et situation de crise ;
- Mettre en place des restrictions ou interdictions complètes ou partielles de circulation et/ou de stationnement, lorsque la situation de la structure contractante l'impose (situation de tension, de crise majeure, SSE, de déclenchement de plan(s) de secours, d'un ordre hiérarchique, de travaux de mise en sécurité, etc.), voire d'initiative en cas d'urgence avérée, au vu des procédures d'établissements existantes ;
- Consulter et lire les écrans du réseau vidéo protection installé au sein de la structure contractante, depuis un poste de travail disposant de cette tâche ;
- Veiller constamment aux déclenchements d'alarmes de sécurité reliant divers bâtiments, services, locaux, lieux, emprises de la structure contractante, au poste de sécurité, au vu des procédures d'établissements ou institutionnelles existantes ;
- Vérifier périodiquement, à des dates convenues d'avance et contractualisées⁷, les alarmes techniques et différents dispositifs de sécurité et de sûreté, en liaison avec le chargé de sécurité générale et/ou son adjoint, ainsi que le représentant du service technique de la structure contractante ;
- Mettre en place un dispositif de sécurité adapté, statique et/ou dynamique, lors de manifestations ou d'événements particuliers, officiels, culturels, festifs, ludiques, de formation, protestataires, etc., ayant lieu au sein même de la structure contractante ;
- Participer activement aux différents plans de recherches lors de disparitions signalées comme « disparitions inquiétantes » de patients ou de consultants, en liaison permanente et sous la coordination du chargé de sécurité générale et de son adjoint, jusqu'à la levée effective et complète du plan de recherches ;
- Accompagner tout visiteur et/ou de toute personne, à guider et à prendre en charge, à la demande du chargé de sécurité générale et/ou de son adjoint, conformément aux consignes permanentes en la matière ;
- Sécuriser de façon renforcée et le cas échéant, fermeture totale ou partielle avec filtrage de la structure contractante, en cas de déclenchement d'un plan de secours d'urgence, notamment en cas de situation sanitaire exceptionnelle, à la demande du représentant de la structure contractante ou des autorités de tutelle, jusqu'à leur levée officielle, sous la coordination permanente du chargé de sécurité générale et/ou de son adjoint-;
- Accueillir, orienter et, le cas échéant, accompagner les personnels des forces de sécurité intérieures, à leur demande, dès lors qu'elles sont sollicitées puis attendues et/ou se présentent aux abords de la structure contractante pour y intervenir, à la demande du représentant de la structure contractante, sollicité en ce sens, au vu des procédures d'établissements existantes ;
- A la demande des médecins et du personnel soignant, et sous le contrôle du chargé de sécurité ou de son adjoint, observer activement et régulièrement les patients admis susceptibles de quitter les services de soin, notamment les services d'accueil des urgences, mais aussi les services gériatriques ou psychiatriques, à l'insu desdits personnels, alors que leur pronostic vital est potentiellement engagé ou qu'ils présentent un danger pour eux-mêmes ou pour autrui ;

⁷ Nonobstant là encore d'autres dispositions plus restrictives, une vérification a minima mensuelle mais aussi plus restrictive pourrait, idéalement, être contractualisée.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 12 sur 40

- Travailler en commun, dans le cadre des missions particulières des structures contractantes, lorsqu'ils se trouvent en situation de crise (*Cf. article 2.6*), à la demande expresse du représentant de la structure contractante, avec les personnels issus d'autres filières professionnelles, tels que les personnels, titulaires ou prestataires de sécurité qualifiés, affectés à la sécurité incendie, les personnels des services techniques ou tous autres personnels administratifs requis, etc., au vu des procédures d'établissements ou institutionnelles existantes.

2.4.4 Limites d'intervention des personnels de sécurité qualifiés.

Les missions énumérées dans le paragraphe 2.4.3 s'inscrivent dans le cadre légal et réglementaire prévu au paragraphe 3.1.1.

Le directeur de la structure contractante ou son représentant ne peuvent y déroger que dans les cas explicitement prévus par la loi, notamment les états d'exception imposés par la force publique : état d'urgence, état de siège, ou dans le cas de circonstances liées à une situation de crise majeure.

2.5 Continuité et organisation.

2.5.1 Continuité d'exercice des missions

En cas de nécessité, les représentants de la structure contractante sont habilités à donner directement et par tous moyens des directives ponctuelles aux salariés du prestataire. Elles sont communiquées, pour information et suites à donner, au responsable d'exploitation de la société prestataire.

2.5.2 Organisation du service mensuel

Le prestataire fournit, dans les **10 jours francs** avant le terme du mois en cours, au représentant de la structure contractante ainsi qu'à son personnel le planning prévisionnel d'organisation de la prestation de service du mois suivant. A défaut une pénalité financière lui sera appliquée.

Ce planning mensuel détaillé sera toujours fourni en version dématérialisée et en version papier.

Il précise a minima l'effectif mensuel et journalier déployé sur la structure, les identités de tous les personnels de sécurité affectés sur la structure ainsi que leur cycle de travail.

Toute modification du planning prévisionnel mensuel est transmise sans délai et par tout moyen au représentant de la structure contractante et doit être formalisée dans un maximum de 24 heures.

2.6 Circonstances exceptionnelles

Les circonstances exceptionnelles à l'AP-HP sont réparties en deux catégories :

- Les circonstances exceptionnelles non liées à la situation sanitaire
- Les circonstances exceptionnelles liées à une situation sanitaire exceptionnelle (SSE)

2.6.1 Circonstances exceptionnelles non liées à la situation sanitaire

Sont considérées comme des circonstances exceptionnelles non liées directement à l'activité médicale et hospitalière de la structure contractante, les phénomènes ou événements qui ne sont pas en lien direct avec la situation sanitaire, qu'ils soient en lien avec des risques climatologiques, naturels, technologiques, industriels, ou avec les menaces terroristes, politiques ou cyber et dont les conséquences sont de nature à perturber ponctuellement ou durablement l'accès aux soins et aux secours garanti par la structure contractante de l'AP-HP. Il s'agit ici d'assurer l'accès aux soins dans une situation dégradée.

Dans ce type de situation le responsable de la structure contractante, sous couvert des préconisations de la direction générale de l'AP-HP, peut confier des missions différentes dans le domaine de la sécurité aux agents de prévention et de sécurité du prestataire afin d'assurer le fonctionnement de la structure jusqu'à la fin de l'événement. Les consignes sont transmises sans délai et par tout moyen au responsable d'exploitation du prestataire.

Les modalités d'organisation, de traitement, de prise en charge et les possibles conséquences juridiques devront figurer dans les divers accords subséquents déclinés par les structures contractantes, en corrélation avec leurs besoins spécifiques et l'organisation générale de l'AP-HP en pareille circonstance.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 13 sur 40

Ainsi l'ensemble des personnels de sécurité qualifié, salariés du prestataire sont tenus d'exécuter des missions et des consignes non habituellement prévues par le cahier des charges du marché subséquent, dans le cas précis où les circonstances nécessitent un fonctionnement adapté afin de garantir le fonctionnement de la structure et plus généralement de l'AP-HP.

2.6.2 Circonstances exceptionnelles liées à une situation sanitaire exceptionnelle

Sont considérées comme des circonstances exceptionnelles liées à situation sanitaire exceptionnelle les phénomènes et les événements qui engendrent une augmentation importante et soudaine de l'activité médicale⁸, avec une conséquence directe sur la structure contractante. Il s'agit ici d'assurer un afflux massif de personnes.

Dans ce type de situation, le représentant de la structure contractante peut confier sous couvert des préconisations de la direction générale de l'AP-HP, des missions différentes aux agents de prévention et de sécurité qualifiés du prestataire afin de garantir le bon fonctionnement de la structure jusqu'à la fin de l'événement. Les consignes sont transmises sans délai et par tout moyen au responsable d'exploitation du prestataire.

Les modalités d'organisation, de traitement, de prise en charge et les possibles conséquences juridiques devront figurer dans les divers accords subséquents déclinés par les structures contractantes, en corrélation avec leurs besoins spécifiques et l'organisation générale de l'AP-HP en pareille circonstance.

3. Obligations du prestataire

Le prestataire se doit de respecter l'ensemble des dispositions légales, administratives et sociales, régissant le travail sur le territoire national⁹, et s'inscrire dans le concept de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), en s'inspirant par exemple de la norme ISO 26000.

Toute disposition figurant dans le présent accord-cadre, reprise exactement dans l'énoncé du marché subséquent liant la structure contractante, est réputée avoir été lue en totalité, parfaitement comprise, explicitée le cas échéant et en tant que de besoin, puis acceptée intégralement et sans réticences par le prestataire et ce pour toute la durée d'exécution dudit marché subséquent signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

3.1 Dispositions réglementaires

3.1.1 Obligations du prestataire vis-à-vis des personnels de sécurité qualifiés et de l'exécution des prestations

Les principales obligations du prestataire sont fondées sur les dispositions suivantes :

- Code de la sécurité intérieure, livre VI, titre 1er et titres suivants ;
- Arrêté du 5 janvier 2023 portant modification des dispositions relatives à la formation professionnelle des agents exerçant une activité privée de sécurité ;
- Arrêté du 27 juin 2017, portant cahier des charges applicable à la formation initiale aux activités privées de sécurité ;
- Arrêté du 27 février 2017, relatif à la formation continue des agents privés de sécurité ;
- Arrêté du 05 septembre 2014, modifiant l'Arrêté du 25 juin 2009, relatif au titre professionnel d'agent de sûreté et de sécurité privée ;
- Décret n° 2014-901 du 18 août 2014 relatif aux activités privées de sécurité ;
- Décret n° 2014-1253 du 27 octobre 2014 relatif aux dispositions des livres III, VI et VII de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure (Décrets en Conseil d'Etat et décrets simples) ;
- Décret n° 2011-1919 du 22 décembre 2011, relative au Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) et modifiant certains décrets, portant application de la loi n° 83-629 du 12 juin 1983 ;
- Arrêté du 19 juin 2008, instaurant le certificat de qualification professionnelle (CQP) des agents de prévention et de sûreté, préalablement dénommés « agents de sécurité » ;
- Décret du 7 août 2007, et arrêté du 8 août 2007, relatifs à la mise en place des certificats de qualification professionnelle (CQP), avec leurs textes modificatifs ultérieurs ;

⁸ Il s'agit en particulier du déclenchement des divers plans de secours locaux, régionaux ou nationaux : PLAN BLANC, Plan ORSEC, Plan AMAVI/SAMU, PLAN ROUGE, etc.

⁹ Le Code du travail et les conventions collectives nationales des métiers font foi en la matière.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 14 sur 40

- Décret N° 2005-1122 du 6 septembre 2005, relatif à l'aptitude professionnelle des dirigeants-dirigeantes et des salariés des entreprises exerçant des activités de surveillance et d'intervention humaine, de transport de fonds, de protection physique des personnes et de vidéo protection ;
- Arrêté du 2 mai 2005, relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;
- Loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003, relative à la maîtrise de l'immigration et au séjour des étrangers en France, avec ses textes d'application, déjà parus ou à paraître ;
- Loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration ;
- Décret n° 92-508 du 11 juin 1992, paru au Journal Officiel de la République française (JORF) du 12 juin 1992, relatif à la lutte contre le travail clandestin, ainsi qu'à ses textes modificatifs ou d'application, déjà parus ou à paraître ;
- Loi 91-1383 du 31 décembre 1991, parue au Journal officiel de la République française (JORF) du 1er janvier 1992, relative à la lutte contre le travail clandestin, ainsi qu'à ses textes modificatifs ou d'application, déjà parus ou à paraître ;
- Loi 86-1025 du 9 septembre 1986, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers, ainsi que ses textes modificatifs ou d'application, déjà parus ou à paraître ;
- Décret n° 77-1321 du 29 novembre 1977, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité, ainsi que ses textes d'application déjà parus, en particulier l'arrêté d'extension en date du 12 décembre 2001, ou ceux encore à paraître, dans le temps d'exécution dudit accord-cadre et des marchés subséquents ;
- Arrêté du 18 juillet 2023 relatif aux tenues des agents privés de sécurité pour l'application des articles L.613-4, L. 613-8 et L. 614-3 du code de la sécurité intérieure.

3.1.2 Obligations du prestataire vis-à-vis de la reprise du personnel

Le prestataire est tenu, eu égard au respect strict des dispositions actuelles de la convention collective nationale encadrant ce secteur d'activité spécifique, à une obligation de reprise des personnels « agents de prévention et de sécurité » qualifiés, « chef(fe)s d'équipe ou de poste », « cynophile(s) », contrôleur(s) ou contrôlease(s) qualifiés, salariés de la société prestataire sortante et habituellement affectés à la structure contractante, dans les conditions et pourcentages fixés par ces textes et les dispositions réglementaires en vigueur au jour de la reprise dudit marché.

Les diverses et multiples formations dispensées au profit de l'ensemble de ces personnels qualifiés par l'AP-HP, en particulier en matière de prévention aux risques NRBC-e plaident pour une reprise de ces personnels de sécurité qualifiés au sein des structures contractantes.

L'avis éclairé du représentant de la structure contractante est à rechercher par le prestataire dans le cadre du plan de continuité d'activité qu'il s'engage à remettre, respecter et développer.

Toute autre décision ou modalité de reprise des personnels de sécurité qualifiés, par le prestataire, ne tenant pas compte de ces nécessités organisationnelles évoquées ci-dessus, sont susceptibles de ne pas lui permettre de répondre à l'intégralité des points déclarés et vérifiés dans l'offre technique ainsi déposée.

3.1.3 Obligations du prestataire vis-à-vis de ses personnels : de leur aptitude médicale, de leur état de santé, des visites médicales et des différents vaccins réglementairement exigés

Le prestataire s'engage à mettre à disposition du représentant de la structure contractante, des personnels de sécurité qualifiés remplissant les conditions d'aptitude au travail réglementaire et présentant toutes les aptitudes, physiques et psychiques, leur permettant d'exécuter les missions prévues dans le paragraphe 2.4.3., et en adéquation avec les besoins spécifiques de la structure assurant un fonctionnement 24h/24 et 365 jours par an (conditions vaccinales préalables...).

Le prestataire veille tout particulièrement¹⁰ de s'assurer que les agents qu'ils met à la disposition de la structure contractante aient bien bénéficié d'une visite médicale réglementaire annuelle, auprès d'un médecin du travail, auquel son entreprise de sécurité est rattachée et en fournit copie au représentant de la structure contractante.

¹⁰ Là aussi, au vu des décisions relevant du service de santé au travail de rattachement de l'entreprise prestataire.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 15 sur 40

Il s'assure en outre que les agents aient une activité physique régulière. Il est ainsi fortement recommandé que le prestataire organise régulièrement des séances de sport et de gestes techniques afin de s'assurer de cette conformité.

3.1.4 Mise à disposition d'un véhicule automobile par le prestataire, à la demande de la structure contractante

Certaines structures contractantes sont à même de demander, pour tout ou partie de l'exécution de l'ensemble des missions et tâches dévolues au futur prestataire, la présence et l'utilisation par ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, d'un véhicule automobile.

Cette mise à disposition d'un véhicule peut se faire ponctuellement ou pour l'ensemble de la durée d'exécution dudit marché, son utilisation même étant liée à la qualité de la prestation demandée, au respect des délais d'intervention contractualisés ou à des spécificités propres à la structure contractante.

Le prestataire veille à adapter le type de véhicule à la mission en fonction des besoins de la structure contractante. Il s'assure de son maintien en condition opérationnelle et de sa conformité législative et réglementaire. Le cas échéant il doit être en mesure d'assurer ponctuellement son remplacement.

Les conducteurs de véhicules présentent toutes les aptitudes physiques et réglementaires à la conduite des véhicules mis à leur disposition par les prestataires. Le prestataire assure la traçabilité du conducteur.

Le renouvellement, en cours d'exécution du marché, d'un véhicule, par un véhicule offrant les mêmes garanties et fonctionnalités, mais étant par nature moins énergivore et moins polluant (hybride, électrique), reste possible et est même souhaité, avec l'accord du représentant de la structure contractante.

3.1.5 Mise à disposition et utilisation de moyens spéciaux pour l'exécution du service

L'utilisation de moyens spéciaux ou mobile de sécurité et de surveillance, peut éventuellement être envisagée en partenariat.

Il conviendra dès lors de vérifier, site par site, selon les besoins d'utilisation énoncés, si les dispositions réglementaires et législatives permettent de les insérer dans le cadre d'un accord subséquent, notifié conformément au présent accord-cadre.

3.2 Permanence et continuité du service

Le prestataire s'assure des modalités de permanence 24 heures sur 24 et de continuité de service de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, qu'il entend soumettre, pour analyse et approbation, sous forme de plan d'action, au représentant de la structure contractante.

Ce plan d'action engageant l'entreprise, spécifiquement élaboré dans le cadre du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, est remis au représentant de la structure contractante **sous douze jours ouvrés**, cette période démarrant obligatoirement le premier jour d'exécution dudit marché.

3.2.1 Continuité du service

Le prestataire est tenu d'assurer, sans interruption d'aucune sorte, l'exécution de la totalité des prestations prévues dans le CCTP, y compris lors de situations exceptionnelles ou imprévues, telles qu'elles sont notamment décrites à l'article 2.6 du présent document.

En cas de défaillance ou d'absence de tout ou partie de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, quelle que soit la cause, le prestataire est tenu de fournir dans un **délai maximal de douze jours ouvrés** des personnels de sécurité qualifiés en remplacement, dits personnels de substitution, salariés de son entreprise, en nombre au moins égal, pour lesquels il a obtenu au préalable l'autorisation du représentant de la structure contractante.

A ce titre, il appartient au prestataire de définir, **dès le premier jour d'exécution du marché**, avec le représentant de la structure contractante, les modalités de remplacement et de substitution de ses personnels.

Un délai contractuel de mise en œuvre des dispositions de remplacement et de substitution, contenues dans PCA est fixé entre le prestataire et le représentant de la structure contractante.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 16 sur 40

Sous peine d'irrecevabilité, ces **délais de remplacement**, de substitution et/ou de renforcement des personnels agents de prévention et de sécurité, salariés du prestataire s'ils peuvent éventuellement être immédiats, l'intéressé disposant de la ressource nécessaire en personnels agents de prévention et de sécurité qualifiés et formés, ne sauraient cependant être supérieurs à **six heures**. Ce délai démarre à l'heure du premier appel de besoins de renforts en personnels transmis et consigné dans la main courante qui fait foi.

3.2.2 Plan de continuité d'activité (PCA)

Le prestataire fournit, un plan de continuité d'activité (PCA) dans lequel il énumère le nombre d'agents de prévention et de sécurité qualifiés formés, nécessaires au mode de fonctionnement habituel de la structure contractante, les agents de prévention et de sécurité qualifiés dits « complémentaires » ou « supplémentaires », également formés au travail sur ces mêmes structures, qu'il met en place, à titre de remplacement et de substitution, en cas de défaillance des premiers et les modalités pratiques et concrètes de mise en œuvre de PCA au profit de la structure contractante.

Il précise les conditions dans lesquelles il retrouve une situation opérationnelle dans les meilleurs délais et conditions pendant et après une crise. Il décrit les modes dégradés, les modalités de mise à jour et les tests réguliers pour assurer la résilience du service rendu.

Les délais peuvent utilement être phasés par paliers horaires continus et progressifs, d'heure en heure, pendant lesquels des personnels agents de prévention et de sécurité, salariés de son entreprise, formés au travail sur la structure, sont injectés et déployés, au fur et à mesure, par paire si possible ou à défaut au moins à l'unité, dans le dispositif global de sécurité générale de la structure contractante, jusqu'à atteindre le seuil fixé contractuellement ou demandé en complément par le représentant de la structure contractante.

3.2.3 Rupture et non continuité de service entraînant la résiliation d'office

La rupture et la non-continuité de service par le prestataire sont constatées par le représentant de la structure contractante par tous moyens légaux mis à leur disposition, y compris, le cas échéant, au moyen d'un constat d'un commissaire de justice, dressé par un officier ministériel, dûment mandaté.

La rupture de la continuité de service constatée est actée comme intervenue de façon définitive et constante et entraîne, de droit, pour la structure contractante, la résiliation d'office dudit marché subséquent, notifiée selon les errements usuels en vigueur et conformément aux dispositions du Code des marchés publics.

Le prestataire ne saurait, après la survenue d'une telle situation, ayant eu pour conséquence irréversible et définitive la dénonciation dudit marché subséquent, se prévaloir d'une quelconque indemnité compensatrice ou d'un droit à reprise, même partiel ou temporaire, de ses activités au sein de la structure contractante.

Le remplacement d'office du prestataire déclaré défaillant, se fait dès lors à ses seuls torts, frais, risques et périls. Les sommes ainsi à recouvrer par l'AP-HP le sont par tous les moyens de droit usuels, sauf lorsque leur montant peut utilement être déduit des sommes encore dues au prestataire en voie de dénonciation et déclaré défaillant.

Les pénalités encourues par le prestataire pour une telle rupture unilatérale du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, sont fixées dans les tableaux de pénalité participant à la bonne et saine exécution des divers marchés subséquents, contractés par les structures contractantes, conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

3.3 Pénalités liées à un ou des manquements dans l'exécution de la prestation

Pour assurer l'intégralité des prestations demandées et qu'il a acceptées en toute connaissance de cause, après lecture intégrale et compréhension du présent document, le prestataire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution dudit marché et à mettre en œuvre, le cas échéant, en cas de dysfonctionnement momentané et inopiné ou de survenue d'un incident mineur, des mesures palliatives ou correctrices immédiates et sans répercussion sensible, sur la dispensation des soins en particulier et l'accueil des patients, pour la structure contractante.

Cependant, si pour des raisons liées soit à son organisation et à son mode de fonctionnement, l'un ou l'autre étant indépendant ou les deux survenant concomitamment, manifestement inadaptés, soit par le comportement de l'un de ses personnels, agents de prévention et de sécurité qualifiés, contrôleur(s) ou contrôlease(s) ou chef(fe)(s) d'exploitation, sans préjudice des autres métiers liés à la sécurité proposés ou développés, tous salariés de son entreprise, des manquements graves, délibérés, répétitifs venaient à se produire, qui n'auraient pas été suivis de mesures correctrices et curatives immédiates et suffisantes, des pénalités financières lui seront dès lors appliquées, conformément aux dispositions usuelles du droit des obligations et citées dans le CCAP joint au présent document.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 17 sur 40

Les pénalités financières fixées pour un fait précis constaté ou le comportement d'un ou de plusieurs personnels de sécurité qualifiés, clairement dénommé(s), salarié(e)(s) du prestataire sont cumulables, notamment en cas de réitération de faits ou de situations. Ainsi les faits réputés non conformes aux dispositions du marché, constatés sont-ils valables pour la durée d'une vacation d'une durée maximale de douze heures ou éventuellement d'une durée moindre, si tel est le cas dans les différents accords subséquents, signifiés conformément aux dispositions du présent accord-cadre, qu'elle soit effectuée de jour ou de nuit, en semaine ou lors d'un jour de week-end ou d'un jour férié.

S'agissant de la non- remise ou de l'absence manifeste constatée d'une ou de plusieurs pièces administratives ou de situations individuelles particulières, impliquant un personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, les pénalités fixées se cumulent par jour d'activité réelle et de présence de ce ou de ces personnels de sécurité qualifiés, au sein de la structure contractante.

4. Dispositions générales

Les missions relèvent des métiers de la sécurité générale « métiers de la sûreté, du gardiennage¹¹ et de la surveillance¹² », à l'exclusion de tout autre.

Les missions et tâches exceptionnelles, sont traitées au cas par cas entre les deux parties au marché subséquent spécifique, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Le prestataire s'assure dès le premier jour d'exécution dudit marché et ce jusqu'à son terme effectif, que ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, employés au sein des diverses structures contractantes :

- Connaissent, comprennent, assimilent, appliquent et font appliquer le règlement intérieur de l'AP-HP et les consignes générales, permanentes et périodiques de la structure contractante où ils sont affectés à titre principal, sans les interpréter ou les transposer dans un autre contexte professionnel que celui qui est spécifique à la structure contractante ;
- Soient en permanence présents à leur(s) poste(s) de travail désigné(s), en adéquation complète avec les directives du CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux directives du présent accord-cadre ;
- Revêtent strictement et obligatoirement les effets vestimentaires, tenues professionnelles, accessoires et effets complémentaires, tels qu'ils sont prévus dans les clauses du CCTP du marché subséquent et définis par les conditions du présent accord-cadre, qui permettent de souligner le sentiment d'identification à l'AP-HP en prescrivant tout en respectant la réglementation en vigueur :
 - la mise à disposition par l'AP-HP d'un **insigne d'épaule** aux couleurs de l'AP-HP, porté selon les modalités définies dans l'arrêté du 18 juillet 2023 dont la fiche pratique CNAPS est annexée au présent accord cadre ;
 - Signe distinctif d'une appartenance à un corps professionnel et au-delà, à une mission, synonyme d'homogénéité et donc de visibilité pour les usagers du service public, améliorant le sentiment de sécurité ;
- N'emportent pas ni n'entreposent dans les locaux vestiaires mis à leur disposition et dans leurs armoires vestiaires individuelles des boissons alcoolisées, même à très faible teneur en alcool, des substances illicites, ces dernières étant celles dont la détention, la consommation, le transport et le commerce sont interdits par la loi¹³, des produits dangereux, nocifs, corrosifs, explosifs, instables, inscrits sur l'une des listes de matières réputées dangereuses, qu'elle soit industrielle, pharmaceutique, radiologique, chimique, biologique, toxique ou technique ;
- Considèrent le personnel, les prestataires et les usagers de l'AP-HP avec courtoisie et professionnalisme et doivent savoir faire preuve d'autorité, de rigueur et d'abnégation afin de faire respecter le Règlement Intérieur de l'AP-HP et les consignes particulières qui leurs sont données par la structure contractante ;
- Font usage des moyens, outils, technologies, mis à leur disposition uniquement à des fins professionnelles, et avec l'autorisation explicite du responsable de la structure contractante ;

¹¹ S'agissant d'un texte réglementaire paru à ce jour et non abrogé, et non abrogé à ce jour, le mot « gardiennage » ne peut être ni modifié ni retiré de son titre.

¹² Auxquels une convention collective nationale s'applique.

¹³ S'agissant de produits classés comme « produits stupéfiants ».

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 18 sur 40

- N'exercent pas sur la structure contractante, pendant ou en dehors de leurs horaires de travail fixés, y compris dans les locaux de vie et les vestiaires personnels, mis à leur disposition, d'activité non professionnelle quelconque d'appui, de soutien, d'encouragement, d'aide logistique, à caractère politique, culturel, syndical, religieux, culturel, spirituel, sportif, philosophique, commercial ou autre.

Le prestataire, après entente avec le représentant de la structure contractante, veille spécifiquement à prendre toutes mesures pour que l'ensemble de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés :

- Assistent nominativement à au moins une séance de formation annuelle, sur le rythme des années civiles, obligatoire en matière de lutte contre l'incendie¹⁴, dispensée au sein même de la structure contractante, pendant leur temps de présence et d'activité ;
- Assistent nominativement à au moins une séance de formation annuelle, sur le rythme des années civiles, en matière de sûreté, dispensée au sein même de la structure contractante, pendant leur temps de présence sur le site ;
- Connaissent et s'approprient tous les modes de fonctionnement des différents matériels et outils technologiques, mis à leur disposition pour l'exécution du service quotidien, en particulier les moyens de communication, les moyens informatiques et de téléphonie, les moyens d'enregistrement et de surveillance vidéo, les moyens de détection d'armes et de métaux, mais aussi de tout autre moyen ou de toute technologie, appelé à être déployé au sein même du service de sécurité générale, pour la seule et bonne exécution du service ;
- Aient eus auparavant des notions, des explications, voire des démonstrations, pratiques et/ou théoriques, quant aux armes létales, leur construction (montage – démontage – pièces essentielles la composant) et à leurs effets. Ces formations peuvent utilement être apportées dans le cadre du plan de formation décliné par le prestataire, titulaire du marché, pour ses personnels.
- Prennent connaissance régulièrement et à minima une fois par semaine, des consignes permanentes et quotidiennement des consignes temporaires, traduction des procédures d'application nécessaires à la bonne exécution du service, tant dans le classeur des consignes permanentes que dans le cahier de transmissions quotidien ou sur le dossier « consignes » de la main courante informatisée, mise à leur disposition à cet effet.

Les structures contractantes de l'AP-HP se réservent le droit d'ajouter d'autres spécificités complémentaires, en matière d'information, de sensibilisation et/ou de formation, spécifiquement adaptées à leurs sites, à leurs spécificités médicales ou hospitalières ou à leurs modes de fonctionnement particulier et dérogatoire.

Elles feront toutes l'objet de clauses explicatives détaillées, insérées dans le CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

4.1 Nature des prestations de sécurité générale, surveillance et d'intervention humaine (lot 01)

4.1.1 Personnels mis à disposition par le prestataire

Pour l'exécution de la totalité des missions et tâches demandées par la structure contractante, le prestataire met à disposition du représentant de la structure contractante, les personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire tels qu'ils apparaissent dans les dispositions spécifiques du marché subséquent¹⁵, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Ces personnels se répartissent, selon la demande et les contraintes des structures contractantes en plusieurs catégories professionnelles ci-après énumérées :

- **Agents de prévention et de sécurité qualifiés (APS)**¹⁶, titulaires du CQP, en cours de validité¹⁷
- **Agents de prévention et de sécurité qualifiés (APS), qualifiés « chef(fe)s d'équipe »,** titulaires du CQP, en cours de validité⁴⁸, disposant de l'agrément « chef(fe)s d'équipe », validé par le prestataire.

¹⁴ Rappelons le caractère obligatoire de cette formation dans les sites hospitaliers de type « ERP ».

¹⁵ Y compris des personnels appelés à se déplacer entre les divers établissements de ladite structure hospitalière, à bord d'un véhicule de service et de fonction, mis à leur disposition, dans le cadre STRICT du service.

¹⁶ Les appellations « vigiles » ou « gardiens » ne sont plus à utiliser, répondant d'une part à des fonctions métiers spécifiques, non compatibles avec les dispositions des agents de prévention et de sécurité, titulaires d'un CQP et susceptible d'autre part d'être discriminantes et réductrices.

¹⁷ Les CQP devront avoir une période de validité démarrant au minimum trois mois avant le premier jour d'exécution du marché et courant jusqu'au dernier jour d'exécution effectif du marché.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 19 sur 40

- **Agents de prévention et de sécurité qualifiés (APS), qualifiés « chef(fe)(s) de postes »**, titulaire du CQP, en cours de validité⁴⁸, disposant de l'agrément « chef(fe)(s) de poste », validé par le prestataire.
- **Agents de prévention et de sécurité qualifiés (APS), qualifiés « opérateur (trice) vidéo »**, titulaires du CQP, avec option « opérateur (trice) vidéo », en cours de validité⁴⁸. En outre le personnel de sécurité, salarié du prestataire, qualifié « opérateur (trice) vidéo » doit être en mesure, néanmoins, de remplacer, le cas échéant et au pied levé, tout autre personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, en tant que de besoin ou à titre de renfort. Ce changement d'activité doit cependant rester exceptionnel et être justifié en particulier par la survenue de l'une des situations prévues à l'article 2.6 « Circonstances exceptionnelles ».
- **Agents de prévention et de sécurité qualifiés (APS), qualifiés « cynophiles »**, titulaires du CQP, avec option « cynophile », en cours de validité⁴⁸. En outre le personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, qualifié « cynophile » doit rester en permanence et de façon continue à proximité immédiate de son animal, ce dernier se trouvant muselé et tenu en laisse et prêt à être démuselé, prêt à être lâché sur ordre ou à la seule initiative de l'agent de prévention et de sécurité cynophile qualifié, à l'exception de toute autre personne présente, tiers ou intervenant.
- **Personnels d'exploitation qualifiés « contrôleurs ou contrôleuses de la qualité de la prestation et des clauses du marché »**, titulaires du CQP¹⁸, en cours de validité⁴⁸, exerçant à titre principal et fonctionnel la mission de « contrôleur ou contrôleuse d'exécution des clauses du marché », disposant à ce titre de l'agrément « contrôleur ou contrôleuse d'exécution des clauses du marché », validé par le prestataire.
- **Chef(fe)(s) d'exploitation**, au sein de l'entreprise du prestataire, titulaire du marché, titulaire(s) des diplômes et qualifications requises pour l'exercice de cette fonction de chef(fe)(s) d'exploitation, expressément validé(s) par ledit prestataire, titulaire du marché.
- **Opérateur de centre d'hypervision** de la sécurité, dont la mission est de répondre, analyser, localiser et orienter les informations et alertes générées par les outils d'hypervision (type Appvision, Milestones, Genentech ou équivalent), y compris dans un contexte de crise, sous le contrôle du chef de salle, en temps réel. Prioriser les informations, dans le cadre d'un travail en équipe en fonction du degré d'urgence évalué. Gérer les flux et moyens définis par le chef de salle, en assurant la traçabilité jusqu'à la fin de la prise en charge de l'alerte.
Activités : Réception et traitement des alertes au quotidien et dans un contexte de crise ou d'urgence./Transmission systématique d'informations synthétiques et factuelles./Gestion des moyens à déployer pour répondre à la prescription du chef de salle/Classement et tenue de la documentation professionnelle/Entretien, nettoyage et rangement des matériels spécifiques à son domaine d'activité/Préparation et organisation du matériel dans son domaine de compétences et dans le cadre de plans de secours (sur le lieu de travail ou lieu de l'évènement)/Recueil et collecte de données ou informations spécifiques suivant les recommandations de bonnes pratiques, les protocoles établis/Suivi des actions mises en œuvre.
- **Responsable de centre d'hypervision** de la sécurité, dont la mission est d'encadrer et animer une équipe d'opérateurs de ressources d'hypervision.
Activités : Assistance, conseil et formation des équipes, des utilisateurs, spécifiques au domaine d'activité/Contrôle de l'application des règles, procédures, normes et standards, dans son domaine d'activité/Contrôle et suivi de la qualité des prestations, dans son domaine d'activité/Encadrement de proximité d'équipe(s), gestion et développement des personnels/Planification des activités et des moyens, contrôle et reporting.
Savoir-faire : Adapter son comportement, sa pratique professionnelle à des situations critiques /particulières, dans son domaine de compétence/Adapter un / des postes de travail aux caractéristiques des personnels (charge physique ou/et mentale)/Arbitrer et/ou décider entre différentes propositions, dans un environnement donné/Évaluer la conformité d'un produit, d'un matériel, d'une prestation au regard des normes internes/externes/Évaluer la satisfaction des patients / des clients / des personnels/Évaluer, développer et valoriser les compétences de ses collaborateurs/Fixer des objectifs, mesurer les résultats et évaluer les performances collectives et/ou individuelles/Former et conseiller les

¹⁸ Le programme du CQP à prendre en compte, à la date de parution de la présente publication et sauf texte réglementaire paru postérieurement, est celui du 1^{er} juillet 2017.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 20 sur 40

utilisateurs dans son domaine de compétence/Planifier, organiser, répartir la charge de travail et allouer les ressources pour leur réalisation.

4.1.2 Spécificité de l'emploi de personnels de sécurité qualifiés pour la surveillance vidéo

Les personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, cités ci-dessus peuvent être amenés à utiliser, soit occasionnellement soit de façon régulière et au quotidien, les moyens d'enregistrement, de surveillance vidéo, de supervision ou d'hypervision des dispositifs sous alarmes sécurité, déjà installés au sein des diverses structures de la structure contractante.

Lorsqu'il est désigné pour ce faire, le personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire s'emploie exclusivement à la surveillance vidéo, en continu, de l'ensemble de la structure contractante. Aucune autre manipulation informatique, tel que le retour en arrière, l'enregistrement de séquences vidéo, la copie d'images, etc. ne lui est octroyée de droit, sans autorisation administrative expresse le cas échéant.

Tout acte délibéré en ce sens entraîne de facto son retrait de la structure contractante, conformément aux dispositions arrêtées dans le CCTP de l'accord cadre et du marché subséquent.

4.2 Nature des prestations de télésurveillance (lot 02)

Pour l'exécution des missions et tâches spécifiques de télésurveillance demandées par la structure contractante, fondamentalement différenciées de la surveillance humaine citée supra, le prestataire met à disposition du représentant de la structure contractante, les personnels de sécurité qualifiés pour assurer l'ensemble des prestations de surveillance de ce type demandées, leur suivi, leur adaptabilité aux spécificités de la structure contractante.

Les dispositions spécifiques des missions et tâches confiées au prestataire dans le cadre du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, ne dispensent nullement le prestataire de l'ensemble des dispositions spécifiques édictées ci-dessous et concernant :

- La qualification professionnelle de ces personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, et leur formation professionnelle, initiale et continue ;
- La tenue de travail, à porter par ces personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, titulaire du marché, lors de leur présence et lors des diverses interventions sur les structures contractantes ;
- Les qualités foncières et humaines de ces personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire ;
- Les dispositions relatives aux pénalités financières applicables lors de la constatation d'une insuffisance, d'un manque, d'une faute ou d'une insatisfaction constatée ;
- Les dispositions relatives à la protection de ces personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, leur couverture sociale et juridique ;
- Le remplacement d'un ou de plusieurs personnels de sécurité qualifiés, salarié(s) du prestataire, qu'il soit immédiat ou à terme convenu d'avance, lors de la constatation d'une insuffisance sévère, d'une faute grave commise dans l'exécution du service ou d'une insatisfaction professionnelle notoire et non acceptable dans l'exécution dudit marché, signifié au prestataire, conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

4.3 Dispositions requises pour l'exécution des prestations

Le prestataire devra obligatoirement produire, en un exemplaire original une version imprimée sur papier couleur, de haute qualité et une version dématérialisée sur un support informatique sécurisé, les documents suivants¹⁹ :

4.3.1 Pour l'exécution du marché proprement dit :

- **Le plan de prévention de la société ou de l'entreprise**, révisé annuellement ou, le cas échéant et en tant que de besoin, plus tôt entre les deux termes, en cas de changement des structures administratives ou juridiques de la société ou de l'entreprise prestataire, titulaire du marché ;
- **Le plan de formation applicable à l'ensemble de ses personnels** de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, pendant toute la durée d'exécution du marché ;

¹⁹ Ces divers documents seront fournis au format d'imprimerie *Word*, agrémentés en tant que de besoin de documents, photographies et plans au format *J.PEG*.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 21 sur 40

- **Le plan de contrôle de la qualité de la prestation**, applicable pendant toute la période d'exécution du marché ;
- **Le plan de continuité d'activité (PCA)**, tel qu'il est explicité à l'article 3.2 du présent CCTP, avec les délais contractuels fixés, valable pour toute la durée d'exécution du marché ;
- **La procédure d'astreinte opérationnelle des cadres de l'entreprise**, ayant cours pendant toute la durée d'exécution du marché, très fortement souhaitée, sous réserve cependant qu'elle soit exigible dans les termes du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

4.3.2 Pour la tenue du dossier administratif des personnels de sécurité qualifiés mis à disposition de la structure contractante :

- La copie en couleur de la déclaration unique d'embauche (DUE) ;
- Une copie en couleur d'une pièce d'identité nationale ou d'un titre de séjour, en cours de validité de l'intéressé, avec photographie d'identité clairement authentifiable et reconnaissable, conforme aux exigences de l'administration et des autorités régaliennes, en matière de déplacement au sein et en dehors de l'Union européenne ou de tous autres pays ;
- La copie, en couleur, de la carte professionnelle individuelle, à jour, délivrée par le CNAPS ;
- La copie en couleur du « Certificat de Qualification professionnelle » (CQP), à jour, ou tout diplôme équivalent ou supérieur, au niveau du répertoire des titres de formation reconnus et validés par l'Education Nationale ;
- Toute(s) autre(s) copie(s) couleur des diplômes, attestations, certificats, à jour, détenu(s) par le personnel de sécurité salarié, notamment dans les catégories spécifiques de personnels citées dans le paragraphe 4.1 du présent CCTP.
- Une attestation d'honorabilité, en vertu de l'article L. 133-6 du code de l'action sociale et des familles²⁰

4.3.3 Pour la tenue du dossier administratif des personnels de sécurité qualifiés « cynophiles » mis à disposition de la structure contractante :

En plus des documents demandés à l'article 4.3.2 ci-dessus :

- La copie en couleur du Certificat de Qualification professionnelle (CQP) avec mention claire de l'option « cynophile », ou tout diplôme équivalent au niveau du titre de formation canine, reconnu par l'Education Nationale, en cours de validité et venant à échéance à plus de trois mois de sa fin de validité ;
- La copie en couleur du passeport européen de vaccination de l'animal, à jour au plus tard le premier jour d'exécution de la prestation dudit marché ;
- La copie en couleur du certificat d'identification et d'immatriculation de l'animal auprès de la SCC ;
- Un dossier technique complet et détaillé, avec photographie(s) en couleur, des matériels, équipements et ustensiles dont le personnel de sécurité, salarié du prestataire, titulaire du marché, qualifié « **cynophile** » est appelé à se servir sur la structure contractante, ces matériels étant homologués et portant distinctement les mentions d'agrément du type d'homologation « NF » ou « NE » ;
- Une copie du certificat d'immatriculation et de conformité sanitaire et vétérinaire du véhicule automobile professionnel, éventuellement utilisé pour le transport de l'animal, en cas d'utilisation, même momentané ou inopiné, d'un tel moyen de locomotion ;
- Une copie en couleur du permis de conduire, valide sur le territoire national, pour tous les personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, appelés à conduire un véhicule de service et de fonction.

En outre le prestataire veillera à ce que les dispositions administratives citées supra restent validées pendant toute la durée d'exécution dudit marché, depuis le premier jour d'exécution du marché jusqu'au dernier jour, sans rupture, ajournement, dérogation ou manquement flagrant constaté.

Enfin, le prestataire s'assurera que les animaux de ses personnels de sécurité qualifiés « cynophiles » ne soient pas des animaux classés en catégorie 1, conformément aux dispositions des articles L211-1 et L211-12 du Code Rural et de l'arrêté du 27 avril 1999 modifié, créant cette distinction et cette catégorisation.

²⁰ La demande d'attestation d'honorabilité peut être réalisée en ligne à l'adresse suivante : <https://honorabilite.social.gouv.fr/>

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 22 sur 40

L'utilisation, la mise à disposition et l'emploi, même à titre exceptionnel, temporaire et provisoire de remplacement, d'un animal défaillant ou malade, l'emploi d'animaux classés ou réputés être classifiés dans la catégorie 1 citée à l'alinéa supra, sont strictement interdits et prohibés.

Le prestataire s'assurera que les animaux de ses personnels de sécurité, salariés de son entreprise, qualifiés « cynophiles », soient des animaux classés exclusivement dans les catégories réglementaires 2 et 3, une très forte prééminence étant naturellement donnée à cette dernière catégorie d'animaux.

4.4 Carte professionnelle des agents de prévention et de sécurité

Le prestataire veillera tout particulièrement à ce que l'intégralité des personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, qu'il met à disposition de la structure contractante, soit porteurs et ce dès le premier jour d'exécution dudit marché, d'une carte professionnelle nominative, à jour et ayant une durée de validité supérieure à trois mois à compter du premier jour de démarrage dudit marché, carte professionnelle délivrée par le CNAPS, attestant de la réalité et de l'authenticité du métier exercé.

Le représentant de la structure contractante se réservent le droit de vérifier, via cet organisme de délivrance, la véracité de l'ensemble des documents fournis et, si besoin est, la périodicité de renouvellement de ces dits documents.

Cette disposition s'applique sans exceptions, tant aux personnels de sécurité qualifiés, déjà présents au sein de la structure contractante, faisant l'objet d'une reprise conventionnelle actée, dans le cadre de la notification du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, que ceux nouvellement affectés et obligatoirement présentés au représentant de la structure contractante, pour y intervenir et y exercer les tâches et missions de sécurité et de surveillance, confiées au prestataire.

4.5 Tenues de travail et numéro d'identification apparent

Les tenues de travail devront être conformes à la réglementation en vigueur, notamment à l'arrêté du 18 juillet 2023 relatif aux tenues des agents privés de sécurité pour l'application des articles L.613-4, L. 613-8 et L. 614-3 du code de la sécurité intérieure.

Le livre VI du **code de la sécurité intérieure** impose à toute personne souhaitant exercer l'une des activités suivantes de détenir une carte professionnelle délivrée par le [CNAPS](#). Chaque agent doit être titulaire d'une carte professionnelle délivrée par le CNAPS. Celle-ci est valable **5 ans** sur tout le territoire et doit être **renouvelée** 3 mois avant la fin de sa validité. En cas de [changement de domicile](#), la carte professionnelle reste valable mais l'agent doit signaler ce changement au CNAPS. Délivrée sous forme dématérialisée par le CNAPS (caractères alphanumériques), il appartient à l'employeur, après avoir vérifié la validité de l'**autorisation** dans le téléservice du CNAPS" [titre individuel](#), de délivrer à ses employés une carte matérialisée (souvent appelée « badge ») propre à l'entreprise.

Les prescriptions réglementaires définies dans les dispositions de l'article R. 613-1 du code de la sécurité intérieure et reprises dans la fiche pratique annexée au présent accord cadre sont respectées.

4.5.1 Choix des tenues vestimentaires

Le prestataire veillera à ce que les tenues vestimentaires et les équipements adaptés qu'il propose au représentant de la structure contractante correspondent très précisément, aux prescriptions du CCTP du marché subséquent, signifié conformément au présent accord-cadre, que ce soit, comme dit supra, en nombre défini pour chacun des personnels de sécurité qualifiés, salarié de son entreprise et aux termes d'un renouvellement saisonnier fixé contrairement, aux demandes et exigences particulières formulées dans le CCTP dudit marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

4.6 Gestion, entretien, remise à niveau et renouvellement des matériels

Le prestataire veillera à ce que dans le cas précis où un certain nombre de matériels et équipements, listés et inventoriés, fournis par lui-même, sont appelés à être utilisés par ses propres personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, sur la structure contractante, ces matériels et équipements restent en parfait état d'usage et de fonctionnement, assurant ainsi au service de sécurité générale une capacité opérationnelle totale et permanente.

Le prestataire, signifié conformément aux dispositions du précédent accord-cadre, s'assurera qu'ils soient remplacés dès lors qu'ils sont placés hors d'usage, hors service ou déclarés définitivement et

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 23 sur 40

irrémédiablement hors d'emploi et qu'ils soient, à minima, remis à niveau, voire renouvelés lorsqu'ils sont devenus obsolètes.

Une vérification détaillée, a minima annuelle, de la totalité de ces équipements et matériels sera effectuée, à la charge du prestataire, et ce sur chacun des sites de la structure contractante. Un compte-rendu de réalisation effective en sera adressé au responsable de la structure contractante.

Lorsque les équipements et matériels identiques, ou d'autres équipements et matériels très proches et d'usage courant, sont fournis et mis à disposition du personnel de sécurité du prestataire, par la structure contractante, ce même prestataire veillera scrupuleusement à leur bon usage par ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, selon les notices d'emploi et tutoriels fournis avec lesdits équipements et matériels et les consignes édictées, à leur bon entretien, selon une périodicité et un échelonnement à fixer contractuellement dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, qu'ils puissent être remplacés par un produit identique, présentant les mêmes références, les mêmes homologations, les mêmes caractéristiques de fonctionnement, de puissance et de robustesse et les mêmes garanties d'utilisation et ce dans les meilleurs délais, comme dit et précisé dans l'alinéa ci-dessous, en cas de détérioration survenue ou de perte, ne nuisant ainsi nullement à la capacité opérationnelle du service de sécurité générale.

Ce délai de remplacement ou de réparation²¹ de ces équipements et matériels est fixé contractuellement par des dispositions spécifiques figurant dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent cadre, qui ne sauraient être, en tout état de cause, supérieurs à six jours ouvrés, sauf état de catastrophe naturelle ou technologique reconnue ou de situation économique et sociale durablement perturbée, l'empêchant de s'approvisionner correctement sur les marchés des fournisseurs.

Le dépassement flagrant de ce délai ou, plus spécifiquement sa réitération sur divers matériels hors service, ouvrirait droit à la structure contractante, à appliquer des pénalités financières pour manquements aux dispositions du CCTP.

4.6.1 Moyens radios

Le prestataire utilisera prioritairement et exclusivement les moyens de communication radio et matériels de la structure contractante, s'ils existent.

A défaut d'existence d'un tel réseau radio local et sur demande expresse, le prestataire mettra à disposition de la structure contractante, un certain nombre de moyens de communication radios professionnels, strictement identiques et conformes à ceux exprimés et listés dans le CCTP du marché subséquent.

Ces matériels, éventuellement mis à disposition de la structure contractante, par le prestataire, devront être totalement interoperables avec les matériels de même type et emploi, éventuellement déjà déployés au sein de la structure contractante, notamment en matière de fréquence(s) d'émission et de réception, de multiplicité de canaux d'emploi, dont le nombre ne saurait être inférieur à trois et de l'existence d'une antenne relais fixe permettant une transmission audible permanente et en tous lieux.

Les délais de remplacement des matériels inexploitable, hors service ou endommagés sont fixés contractuellement entre les parties. Ce délai ne saurait, en tout état de cause, dépasser six jours francs, à compter du jour où la panne ou le dommage a été signalé au prestataire par les voix usuelles de communication et d'échange pratiquées entre les parties.

Le nombre, la qualité, la fiabilité, la robustesse, la portée de ces matériels de communication radio, mis à disposition de la structure contractante, par le prestataire, devront être strictement conformes à ceux exprimés et listés dans la demande formulée au sein du CCTP du marché subséquent.

Le prestataire veillera dans les conditions décrites ci-dessus à l'utilisation et au maniement en bonne et due forme de ces matériels, par ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise.

4.6.1.1 Usage de l'alphabet phonétique international²²

Lors de l'utilisation du système de radiocommunication et d'emploi des communications radio, l'utilisation de l'alphabet phonétique international, présenté en annexe 1, est la seule admise. Le prestataire veillera à ce que ses personnels ne dérogent pas à cette règle.

²¹ Rappelons que la réparation se fera, le cas échéant, sur devis fourni par le prestataire en charge de la maintenance de ces appareils, à valeur de remplacement le jour des faits.

²² Il s'agit là de l'alphabet phonétique professionnel international, utilisé par tous les services régaliens de l'état notamment et, au-delà, par de très nombreux professionnels français et d'autres pays à travers le monde.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 24 sur 40

A la demande du responsable de la structure contractante, le prestataire s'assurera que tous les personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, connaissent et utilisent, à l'exclusion de tout autre, l'alphabet phonétique international²³, décrit ci-dessous, tout particulièrement lorsqu'ils se servent de moyens radios mais aussi lors des échanges et communications usuelles professionnelles.

Le prestataire veillera à ce que l'ensemble de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, connaissent et utilise ce langage internationalement adopté, et ce dès les premiers jours de début d'activité. Cette période d'adaptation ne pourra, en tout état de cause, ne pas dépasser six jours francs, à compter du premier jour d'exécution du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

4.6.2 Main(s) courante(s) électronique(s)

A la demande du responsable de la structure contractante, le prestataire mettra à disposition, à défaut d'existence de ces matériels en propre, un certain nombre de moyens de suivi d'activité des personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, dénommés « main courante électronique ».

Ces matériels seront strictement identiques et conformes à ceux apparaissant dans la demande formulée au sein du CCTP du marché subséquent. Ces matériels devront être interopérables avec les matériels éventuellement déjà déployés au sein de la structure contractante, notamment en matière de liaisons informatiques, et assurer la sécurité des données.

L'AP-HP étudie actuellement l'opportunité de déployer un système d'information de gestion électronique des mains courantes commun à l'ensemble des structures qui la compose. En cas de déploiement d'un tel système d'information durant la période d'exécution du présent accord-cadre, le prestataire mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires à l'utilisation de cet outil, soit par la saisie des mains courantes électroniques sur le système d'information de l'AP-HP par ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, mis à disposition sur les structures contractantes, soit par l'interopérabilité et l'interfaçage de son propre système d'information de gestion des mains courantes électroniques en lien avec la Direction des Services Numériques (DSN) de l'AP-HP. Les modalités d'utilisation de l'outil seront définies par les structures contractantes dans le CCTP du marché subséquent.

Le prestataire veillera dans les conditions décrites ci-dessus à l'utilisation et au maniement en bonne et due forme de ces matériels, à leur remplacement, dans les délais contractuellement arrêtés, en cas de panne ou d'impossibilité d'utilisation.

4.6.3 Autres technologies nouvelles proposées

Le prestataire peut utilement proposer, dans le cadre de son offre faite à la structure, une ou plusieurs solution(s) technologique(s) et organisationnelle(s) innovantes et novatrices, adaptée aux enjeux et aux contraintes des sites hospitaliers.

Au vu de l'évolution actuelle de la technologie et eu égard aux dispositifs réglementaires en cours ou à paraître, le prestataire peut, pour tout ou partie des missions et tâches confiées, proposer dans son offre et utiliser, après accord, l'un des dispositifs suivants :

- Drone de surveillance, manœuvré par un personnel formé et qualifié « pilote de drone »²⁴,
- Remorque autonome de surveillance, de détection, d'alerte et d'enregistrement, pilotée à distance,
- Tout autre appareil ou dispositif électronique, complétant ou renforçant l'action de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise,

La conformité de ces appareils, leur classification selon les nomenclatures françaises et européennes seront portées à la connaissance du responsable de la structure contractante.

4.7 Exécution des prestations par les personnels du prestataire

Le prestataire s'engage à mettre à disposition du responsable de la structure des personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, en nombre défini contractuellement et conformément au CCTP du

²³ Un exemplaire de ce document peut utilement être fourni à l'ensemble des personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise. Un autre exemplaire sera également affiché au-dessus des stations-fixes de radiocommunication dans chacun des postes de sécurité des établissements.

²⁴ A ce titre, une fiche spécifique d'information est diffusée au sein de l'ensemble des structures de l'Assistance publique – hôpitaux de Paris (AP-HP).

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 25 sur 40

marché subséquent, signifié au vu des dispositions du présent accord-cadre, pour chacun des services journaliers prescrits, sur une période complète de 24 heures, à minima scindée en deux vacations de douze heures chacune, sans cessation ni rupture d'activité et selon une organisation arrêtée contradictoirement et qui permet l'exécution correcte du marché subséquent, tel que défini.

L'emploi d'un personnel de sécurité, salarié du prestataire, qualifié « cynophile », à la demande expresse de la structure contractante, se fait dans des conditions spécifiques et particulières, définies dans CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Ces conditions spécifiques et particulières prévoient notamment l'utilisation de l'animal par son conducteur ou sa conductrice, pendant une durée de quinze minutes continues, la précision quant à ses limites d'emploi, les lieux accessibles, difficilement accessibles ou non accessibles au binôme « animal – agent de prévention et de sécurité cynophile », les règles d'hygiène à appliquer, les zones de retrait et de repos de l'animal, hors son utilisation en service au sein de la structure contractante, ainsi que son suivi vétérinaire et sanitaire, pendant toute la durée d'exécution du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Il s'attachera tout particulièrement à ce que la totalité de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, affectés au sein des structures contractantes de l'AP-HP, concernés au titre du présent accord-cadre :

- Lisent, parlent, écrivent, et comprennent parfaitement la langue française, langue d'usage, langue exclusivement usitée au sein de la structure contractante ;
- Soient en mesure, en permanence, de prendre note d'informations de renseignements, d'indications, de données nécessaires à l'exécution du service quotidien, sur un support²⁵ qu'il leur aura fourni, renouvelé et entretenu ;
- Possèdent une bonne maîtrise de la langue française, à hauteur des niveaux suivants, définis par le CECRL, outil d'appréciation et d'évaluation de la connaissance de la langue au sein du Conseil de l'Europe, unanimement reconnu et adopté en matière de pratique des langues européennes dans les administrations, commerces, entreprises, structures de formation et autres organismes, depuis son introduction en 2001²⁶ :

Niveau requis	Personnels concernés
B1	Agents de prévention et de sûreté (APS) – APS cynophile
B2	Che(fe)(s) d'équipes - Chef(fe)(s) de poste - Opérateur(trice) vidéo - Opérateur(trice) de centre d'hypervision
C1, idéalement C2	Chef(fe)(s) d'exploitation - Responsable de centre d'hypervision

- Exécutent les missions et tâches de sécurité et de surveillance quotidiennes et habituelles figurant dans les consignes générales, sans signes apparents ni sigles distinctifs quelconques, objets portés ou épinglés, vêtements ou tenue(s) ostentatoires, d'identification, de rapprochement ou d'appartenance associative, ethnique, philosophique, spirituelle, politique, syndicale ou religieuse ;
- Sachent faire preuve, au quotidien, de sang-froid, de calme, de réactivité, de discernement, d'esprit d'analyse et de synthèse, dans des situations courantes, habituelles, fussent-elles courantes et répétitives ;
- Soient en mesure de gérer des situations d'agressivité naissante ou en cours d'évolution, en particulier vis à vis du personnel de direction, administratif, tertiaire, technique, de soins et prestataire, présent sur la structure contractante et qui en serait les victimes ;
- Soient en mesure de gérer des situations d'agressivité naissante ou en cours d'évolution, en particulier vis à vis des patients hospitalisés ou consultants, de leurs accompagnants, visiteurs et/ou entourage, présent sur la structure contractante qui en seraient les victimes ;
- Puissent faire preuve, en permanence, de pondération et de réserve, ainsi que de mesure et développent un fort esprit d'équipe et de solidarité, en toute situation, prévue ou inopinée, venant à se déclarer au sein de la structure contractante ;

²⁵ Un bloc note de format quart de page ou demi-page et des stylos à bille de couleurs rouge et bleue.

²⁶ Les niveaux de référence et de reconnaissance de pratique des langues, édictées par le CECRL sont disponibles à l'adresse suivante : [A1, A2, B1, B2, C1, C2 : à quoi correspondent ces niveaux de langue ? | Service-Public.fr](#)

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 26 sur 40

- Fassent preuve d'un sens aiguisé d'observation et d'attention soutenue ainsi que d'une curiosité professionnelle constante et aiguisée, leur permettant de détecter très rapidement tout comportement anormal, inhabituel, suspect ou n'apparaissant pas être en adéquation avec les contraintes opérationnelles de la structure contractante et susceptible d'être de nature à perturber, voire d'interrompre, leur mode de fonctionnement ou leur activité principale ;
- Soient formés aux spécificités et particularités de la structure contractante, à titre principal, et pour lesquelles le responsable de la structure contractante a donné son autorisation expresse à ces personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, d'exercer sur ces sites respectifs ;
- Restent prioritairement et principalement affectés sur la structure contractante, de façon continue et permanente, pendant toute l'exécution dudit contrat, sauf cas particulier soumis à accord entre les deux parties, conformément à une ou plusieurs clauses apparaissant alors dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent CCTP ;
- Ne fassent preuve dès leur arrivée sur le site de la structure contractante, d'aucun caractère ostentatoire d'affichage et/ou de soutien dans des domaines culturels, culturels, religieux, philosophiques, politiques, associatifs, sportifs, non compatibles avec leur activité professionnelle ;
- Respectent intégralement et exhaustivement, dès leur entrée sur le site de la structure contractante, toutes les dispositions législatives et réglementaires actuelles, ou celles à paraître ultérieurement lors de la période d'exécution dudit accord-cadre et des marchés subséquents, relatives au port du voile pour les personnels de sécurité qualifiés, de sexe féminin, salariés du prestataire, ou de dissimulation totale ou partielle du visage et de la coiffure de tête, pour l'ensemble des personnels, salariés du prestataire, titulaire du marché, qu'ils soient de sexe masculin ou de sexe féminin.

Toute dérogation à ces principes d'emplois des personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, énumérées supra, en particulier lors des périodes de congés scolaires annuels prédéfinies par calendrier annuel et les périodes de césure estivale longue, devra avoir recueilli auparavant, et avec un temps de réaction et d'adaptation suffisant estimé à minima à huit jours ouvrés, l'aval du responsable de la structure contractante, selon les formes habituelles instituées de concertation établies entre le prestataire et la structure contractante.

4.7.1 Présentation des personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire

Tout nouveau personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire appelé à travailler au sein de la structure contractante devra, au préalable à toute prise de service effective, dans un délai qui ne saurait être inférieur, sauf exceptions dûment négociées vue l'urgence, à 48 heures :

- Avoir été présenté²⁷ au moins une fois, physiquement, au représentant de la structure contractante, pour un premier entretien dit « de présentation et de prise de contact », de présentation globale du service de sécurité générale et d'approbation ou non à travailler, à l'issue de cet entretien, sur le ou les sites désigné(s) ;
- Avoir effectué obligatoirement, en doublure d'un autre personnel du service de sécurité générale, déjà affecté sur la structure contractante, à minima deux vacations complètes²⁸ de travail de douze heures continues, dont au moins une vacation continue en période de travail de nuit, au titre de la formation et des connaissances spécifiques à acquérir sur le site désigné, sans aucune incidence financière pour le prestataire ;
- Avoir remis au représentant de la structure contractante un dossier administratif détaillé et complet, nominatif, comprenant, outre son ou ses diplôme(s) professionnel(s) requis, un curriculum vitae détaillé et à jour, un extrait du casier judiciaire le concernant, une copie de sa carte professionnelle et une photocopie en couleur d'un document d'identité, ainsi qu'une photographie d'identité récente, prise de face, aux formats et exigences techniques des documents d'identité officiels français en vigueur ;
- Avoir pris connaissance en détail, lu intégralement, parfaitement compris et assimilé les consignes générales et particulières régissant le fonctionnement du service de sécurité générale de la structure contractante, qu'il aura émargées seulement à l'issue, ainsi que du règlement intérieur de AP-HP, dont un exemplaire au moins, à jour, aura été mis à disposition à ce titre, au prestataire ;

²⁷ Les cas particuliers, vu l'urgence, sont négociés entre les parties, directement.

²⁸ Les marchés subséquents peuvent prévoir, à l'initiative du groupe hospitalo-universitaire, de l'établissement hospitalier ou de la structure contractante, une vacation de plus dans chacun des domaines, sans préjudice des dispositions du présent accord-cadre.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 27 sur 40

- Tout personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, qui serait appelé à se présenter sur une structure contractante, dans le cadre d'un marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, sans avoir satisfait à toutes ces conditions préalables, expressément citées supra, se verrait renvoyé aussitôt de cette structure contractante et remis à disposition du prestataire, sans aucune incidence financière exigible par le prestataire.

Le prestataire, avisé directement par tout moyen usuel de correspondance et d'information habituellement usité entre les parties contractantes, devra dès lors pourvoir au remplacement immédiat de ce personnel de sécurité, salarié du prestataire, déclaré « défaillant aux termes et spécificités de l'accord subséquent », par un de ses personnels de sécurité qualifiés, salarié de son entreprise, formé et agréé à travailler sur la structure contractante.

Le prestataire ne saurait se prévaloir du délai contractuel fixé dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, entre lui-même et le représentant de la structure contractante, pour le remplacement d'un personnel de sécurité salarié de son entreprise.

Le prestataire, titulaire du marché, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre ne saurait prétendre, pour ce faire et à ce titre, à une quelconque indemnité compensatrice d'éviction, ayant d'évidence ou par simple négligence, méconnu les dispositions mêmes de mise à disposition et de retrait de ses propres personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise.

4.7.2 Mise à disposition de personnels de sécurité féminins

La mise à disposition par le prestataire de personnels de sécurité qualifiés, de sexe féminin, salariés de son entreprise, disposant des mêmes qualités professionnelles et foncières, sous réserve d'exercer exactement les mêmes fonctions tâches et missions que leurs homologues de sexe masculins, y compris dans les catégories de personnels « contrôleurs ou contrôleuses », « chefs ou cheffes de poste », « chefs ou cheffes d'équipe » et « APS cynophiles », est recherchée à parité et doit s'inscrire logiquement dans la démarche initiée par la déontologie de la structure contractante.

Cette mise à disposition de personnels de sécurité qualifiés, de sexe féminin, salariés du prestataire, est particulièrement recherchée dans les structures à forte dominante pédiatrique ou au sein des structures tertiaires mais n'exclut en rien les affectations dans les autres structures.

Une éventuelle réglementation ou une simple prescription complémentaire, concernant spécifiquement ces personnels féminins, salariés du prestataire, non encore en vigueur au jour de la notification des divers marchés subséquents, se verrait appliquée ou transposée dans un délai maximal de trente jours calendaires après son entrée en vigueur ou sa parution au Journal officiel de la République française (JORF). Elle ferait l'objet d'une concertation préalable entre les parties contractantes.

La mise à disposition par le prestataire présent accord-cadre, de personnels de sécurité qualifiés, de sexe féminin, entraîne le respect par ces mêmes personnels de sexe féminin, des règles relatives à la laïcité, de la législation en vigueur au premier jour d'exécution du marché ou de tout texte législatif et réglementaire encore à paraître, ce pendant le temps d'exécution dudit accord-cadre et des marchés subséquents, relatif au port du voile dans les lieux publics et de la dissimulation de tout ou partie du visage dans ces mêmes lieux.

4.7.3 Sous-traitance de la prestation²⁹

Le prestataire, titulaire du marché, signifié conformément aux dispositions générales du présent cahier des charges, peut décider de confier une partie de la prestation qu'il assure, à une entreprise sous-traitante, nommée « le sous-traitant », qu'il choisit et désigne clairement dès le début d'exécution du marché notifié. Il en assure pleinement et de façon permanente la coordination. Il reste l'interlocuteur privilégié du donneur d'ordre, seule partie du marché subséquent.

Il doit cependant se conformer, strictement et rigoureusement, à un certain nombre de règles d'application et de gestion, faute de quoi, il serait susceptible de voir le marché qui lui a été notifié, entaché de vices de forme et, partant, d'en être déchu de droit :

- La société prestataire, dénommée « le sous-traitant », à qui il confie une partie³⁰ de sa propre prestation doit être agréée par la Directrice d'ACHAT puis par la structure contractante, préalablement à tout début d'exécution de prestations (pour chaque demande d'agrément de sous-traitant, le titulaire doit obligatoirement présenter sa demande à ACHAT dans un premier temps. La

²⁹ La sous-traitance est définie par la loi fondatrice n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

³⁰ Article 1^{er} de la loi fondatrice n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 28 sur 40

demande d'agrément présentée dans un second temps au Groupe Hospitalo-universitaire devra obligatoirement comporter le courrier d'agrément du sous-traitant notifié par la Directrice d'ACHAT) ;

- L'intégralité des dispositions, consignes, directives, protocoles, procédures déclinées dans le présent CCTP, acceptées par le prestataire s'appliquent de droit et sans aucune exception recevable, à la société sous-traitante désignée, en cas de recours à elle ;
- Le périmètre des prestations confiées au sous-traitant sont limitées à la mise à disposition des personnels suivants : Agents de prévention et de sûreté (APS), APS Cynophiles, APS Vidéo et Opérateur de centre d'hypervision.
- La mise à disposition des personnels suivants, étant considérée comme prestation essentielle, ne peut en aucune manière faire l'objet de sous-traitance : Responsable de centre d'hypervision, Chef(fe)s d'équipes, Chef(fe)s de poste, Chef(fe)s d'exploitation.
- Le personnel salarié de l'entreprise sous-traitante ne saurait à lui seul, même de façon inopinée et spontanée, assurer les missions et charges de travail confiées au prestataire, par décision du représentant de la structure contractante ;
- Le prestataire a l'obligation de présenter au représentant de la structure contractante les responsables de l'entreprise sous-traitante agréée ;
- L'intégralité des pénalités financières applicables au prestataire s'appliquent de droit en cas de manquement, par la société sous-traitante déclarée, aux dispositions de l'accord-cadre et des marchés subséquents, lorsqu'il est fait recours à elle pour l'exécution desdites prestations.

4.8 Formation des personnels mis à disposition

4.8.1 Dispositions applicables à l'ensemble des personnels mis à disposition

Le prestataire veillera à ce que toutes nouvelles dispositions, parues ou à paraître, en matière de formation, de réglementation, d'instruction complémentaire, de remise à niveau des connaissances, de recyclage, bénéficient, en temps et en heure, à ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise.

Le prestataire s'engage, dès le début d'exécution du marché subséquent, à faire suivre à l'ensemble de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, la formation initiale de prévention à l'incendie, en lien avec le responsable de la structure contractante. Ces formations, sans aucune incidence financière, sont dispensées en interne tout au long de l'année par le service de formation de l'AP-HP.

Le prestataire s'engage, dès le début d'exécution du marché subséquent, à faire suivre à l'ensemble de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, la formation initiale de prévention des risques NRBC-e, en lien avec le responsable de la structure contractante. Ces formations, là aussi sans incidence financière, sont dispensées tout au long de l'année par les CESU³¹ et le CFDC de l'AP-HP.

La formation NRBC-e inclut totalement et sans exception aucune l'ensemble des personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, titulaire du marché, y compris les « contrôleurs » et « chef(fe)s d'exploitation ». Les agents de prévention et de sécurité qualifiés « cynophiles³² » s'y présenteront sans leur animal.

Le prestataire ne saurait, sous prétexte que les missions confiées aux personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, qualifiés « cynophiles », « contrôleurs » et « chef(fe)s d'exploitation » sont différentes de celles des personnels, salariés de son entreprise, qualifiés « agents de prévention et de sécurité », les en exclure de sa propre initiative, les en dissuader, voire les empêcher d'y participer et ainsi les en dispenser à sa seule initiative.

Le prestataire s'engage, dès le début d'exécution du marché subséquent, à faire suivre à l'ensemble de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, une formation de gestion de l'agressivité.

Le cas échéant, les dispositions de l'article 4.8 du présent CCTP relatif à la formation des personnels de sécurité qualifiés s'appliquent aux personnels de la société sous-traitante déclarée au préalable par le prestataire.

³¹ [Centres d'Enseignement des Soins d'Urgence \(CESU\) - Centre de la Formation et du Développement des Compétences](#)

³² Rappelons que ces personnels de sécurité qualifiés, même avec option cynophile, restent avant tout agents de prévention et de sécurité.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 29 sur 40

4.8.2 Disposition applicable aux agents affectés aux Services d'Accueil des Urgences

Le prestataire mettra à disposition, dans le(s) Service(s) d'Accueil des Urgences (SAU) de la structure contractante, des personnels de sécurité ayant suivi une formation spécifique à gestion des situations de conflit et d'agressivité.

Il devra fournir au représentant de la structure contractante l'attestation de fin de formation des agents affectés à ces services.

4.8.3 Formation des agents de prévention et de sûreté

Le prestataire mettra à disposition de la structure contractante les personnels de sécurité qualifiés de la catégorie « agents de prévention et de sécurité » (APS), titulaires du CQP, en cours de validité et ce pour trois mois au moins au premier jour d'exécution du marché, tels que prévus dans le CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Notons que, conformément aux textes en vigueur, une attestation de certification professionnelle enregistrée au RNCP (CAP de la spécialité « agent de prévention et de sûreté » (APS) de l'Education nationale, titre d'agent de prévention et de sûreté du Ministère du Travail (AFPA), titre déposé par un organisme de formation) vaut équivalence du CQP et est reconnue comme tel.

4.8.4 Formation des chef(fe)s de poste et chef(fe)s d'équipe

Le prestataire mettra à disposition de la structure contractante, les personnels de sécurité qualifiés de la catégorie « chef(fe)s de poste » et chef(fe)s d'équipe », titulaires du CQP, en cours de validité et ce pour trois mois au moins, au premier jour d'exécution du marché, tels que prévus dans le CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

4.8.5 Formation des agents de prévention et de sécurité cynophiles

Le prestataire mettra à disposition de la structure les personnels de sécurité qualifiés, de la catégorie « cynophiles », titulaires du CQP avec option « cynophile », en cours de validité et ce pour trois mois au moins, au premier jour d'exécution du marché, tels que prévus dans le CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

4.8.6 Formation des contrôleur(e)s et chef(fe)s d'exploitation

Le prestataire mettra à disposition de la structure contractante, les personnels, salariés de son entreprise, de la catégorie « contrôleur(e)s » et « chef(fe)s d'exploitation », tels que prévus dans le CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Le prestataire, titulaire du marché, veillera à ce que les nouvelles dispositions relatives à la conduite des véhicules automobiles et à la sécurité routière soient intégralement connues de la part de la totalité de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, appelés à effectuer des surveillances et des renforts dynamiques entre les différents sites de la structure hospitalière.

4.8.7 Formations complémentaires

La structure contractante précisera dans le CCTP du marché subséquent les éventuelles formations complémentaires qui devront être dispensées aux personnels salariés du prestataire mis à disposition.

Ces formations peuvent notamment inclure les thématiques suivantes :

- Gestion des conflits
- Gestion des situations dégradées
- Risques industriels
- Risque attentat
- Utilisation des mains courantes électroniques

Cette liste non exhaustive pourra être complétée par les structures contractantes au regard de leurs problématiques propres et de leur besoin.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 30 sur 40

4.9 Contrôle de la prestation

Afin d'assurer la qualité constante de la prestation confiée, de s'assurer de la continuité de son exécution, tant dans le temps que dans l'espace, le prestataire organisera et assurera, de son propre chef et à son initiative, des contrôles réguliers et continus de la prestation, tant de l'ensemble de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, que de la prestation globale de sécurité elle-même.

A ce titre, le prestataire fera veiller tout particulièrement à la tenue des personnels, salariés de son entreprise, à la qualité et au bon fonctionnement des matériels utilisés et déployés, à l'intégrité de l'ensemble des locaux mis à disposition de ses personnels, salariés de son entreprise, à la bonne exécution des missions et tâches confiées dans le cadre du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

A cette fin, il mettra en place et proposera au responsable de la structure contractante, un plan cohérent et adapté de contrôles prévus, effectués tant de jour que de nuit, les jours ouvrés comme les week-ends et jours fériés, y compris les jours de non activité opérés sur certains sites.

Le prestataire s'engage à remettre ce plan de contrôles au responsable au plus tard sous douze jours ouvrés après la notification du marché subséquent.

Le passage sur la structure contractante de ces personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, plus spécifiquement chargés du contrôle des prestations fournies, des personnels salariés du prestataire, titulaire du marché, de l'exécution en bonne et due forme, des termes mêmes du marché subséquent, sera validé sur le cahier de poste et ou la main courante informatisée, avec une mention explicite du passage de ce personnel et d'éventuelles observations s'il y a lieu. Ces personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, étant principalement affectés à ces tâches de contrôle et doivent, à ce titre, parfaitement connaître les sites et leurs consignes.

Lors des réunions régulières prévues entre le prestataire et le responsable de la structure contractante, ces contrôles de la prestation de sécurité seront tout particulièrement étudiés et analysés.

Si la fréquence et la rotation de ces contrôles de la qualité de la prestation de sécurité à opérer est laissée à l'initiative du prestataire, ils ne sauraient être inférieurs en nombre aux seuils minima suivants :

- Sites disposant, entre autre, d'au moins un service ou de plusieurs d'accueil des urgences (dits « SAU »), d'au moins un service de réanimation, à dominante « adultes » ou à dominante « pédiatrique » ou recouvrant les deux spécialités de réanimation, d'une maternité, d'un SAMU départemental ou d'une base SMUR ou d'une zone de poser d'hélicoptères³³ : trois contrôles de la prestation de sécurité au moins, effectués de jour et trois contrôles de la prestation de sécurité au moins, effectués de nuit, par semaine ouvrée, alternant jours de semaine et week-ends/jours fériés , tant suer les activités fixes que dynamiques, pédestres et véhiculées le cas échéant.
- Tous les autres sites : deux contrôles de la prestation de sécurité au moins, effectués de jour et deux contrôles de la prestation au moins, effectués de nuit par semaine ouvrée, alternant jours de semaine et week-ends/jours fériés, y compris les jours déclarés de non-activité de certains de ces sites.

De même, ces contrôles de la qualité de la prestation de sécurité générale seront effectués, à l'exclusion de tout autre, par des personnels, salariés du prestataire, spécialement qualifiés pour ce faire, dénommés « contrôleur(e)s », clairement identifiés et reconnus du personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire. Ces personnels affectés à titre principal à ces tâches de contrôle de la qualité de la prestation de sécurité seront formés et qualifiés selon les dispositions de l'article 4.8 du présent CCTP.

Ces contrôles de la qualité de la prestation de sécurité devront être entrepris dans une durée permettant de superviser la totalité des aspects de la prestation de sécurité générale. En tout état de cause, ils ne sauraient être inférieurs à une durée effective de contrôle de la qualité de la prestation de sécurité d'une heure et seront expressément mentionnés sur le cahier de poste, en version papier, ou sur la main courante informatisée, avec mention du début des opérations de contrôle de la qualité de la prestation de sécurité et de l'heure réelle de fin de ces opérations de contrôle de la qualité de la prestation.

Le représentant de la structure contractante se réservent le droit d'effectuer, à sa propre initiative, des contrôles inopinés de la qualité de la prestation de sécurité, telle qu'elle apparait dans les clauses des différents marchés subséquents, signifiés conformément aux dispositions du présent accord-cadre, sans préjudice des contrôles de la prestation, organisés et contractualisés entre les parties, réalisés par le prestataire.

³³ Usuellement nommées « DZ », acronyme du mot anglais drop zone », incluant aussi les hélistations.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 31 sur 40

Le responsable de la structure contractante se réserve le droit d'effectuer ces contrôles inopinés de la qualité de la prestation, soit de façon unilatérale et de son propre chef, soit en pleine concertation avec le prestataire, titulaire du marché, qu'il aura avisé au préalable, étant entendu que les contrôles de la qualité de la prestation ainsi effectués porteront sur les mêmes sujets et thèmes de contrôle de la prestation, convenus et proposés dans le document de recueil fourni par le prestataire, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre et répondant pleinement aux CCTP de l'accord-cadre et du marché subséquent.

Ces contrôles de la prestation sur sites, planifiés, organisés et effectués par le prestataire, se feront tous, sans exception, au moyen d'un outil³⁴ dématérialisé qu'il aura eu le soin d'acquérir, d'élaborer ou de faire élaborer, en adéquation avec les personnels, salariés de son entreprise, les thèmes de travail et les différents sujets à suivre et à contrôler lors de l'exécution de ladite prestation.

Une copie ou un extrait, toujours en version dématérialisée, de chacun de ces contrôles de la prestation sera adressé au responsable de la structure contractante.

4.10 Contrôle des personnels par le CNAPS

Les personnels du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS)³⁵ peuvent être amenés à contrôler, sur leurs sites de travail et d'emploi respectifs, les personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire.

Lors de ce contrôle de l'activité et des personnels, le prestataire, titulaire du marché, prendra toutes dispositions pour, certes, répondre, parfaitement aux demandes de cet organisme de contrôle régalién mais, parallèlement, assurer la continuité de service telle qu'elle apparaît prévue au CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Au besoin et sans altérer la continuité de ladite prestation, des aménagements ponctuels d'horaires ou de service, restant toujours ponctuels, peuvent être menés, en concertation avec le directeur du groupe hospitalo-universitaire, de l'établissement hospitalier ou de la structure contractante ou, par délégation, leur représentant dûment mandaté, en l'occurrence le chargé de sécurité générale et/ou son adjoint.

4.11 Adaptation des personnels aux divers sites d'emploi.

Les personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, bénéficient des dispositions énoncées supra, de vacations, à nombre et à échéance fixée, d'adaptation à la structure contractante, pour se familiariser avec le règlement intérieur de l'AP-HP, les notes et consignes particulières, les modes de fonctionnements, les postes à tenir, les missions et tâches à exécuter, au vu du cahier des CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Le prestataire prendra cependant toutes dispositions pour que ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, connaissent à minima l'ensemble des emprises, installations, structures, bâtiments, annexes de la structure contractante et des règles et modalités de fonctionnement, tant au quotidien comme en période de crise.

Le prestataire prendra cependant toutes dispositions pour que ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, connaissent à minima l'ensemble des axes et itinéraires de liaison existant entre les divers établissements de la structure contractante, en cas de besoin formulé de renforts et d'aide complémentaire sur l'une ou l'autre de ces structures.

A ce titre, un délai contractuel est fixé par la structure contractante pour réaliser à bien ces reconnaissances de sites et ces formations, axées sur la reconnaissance des lieux et leur appropriation, dès la notification du marché subséquent.

Ce délai contractuel ne saurait cependant dépasser au plus un mois franc, à compter du premier jour d'exécution dudit marché. Il apparaîtra ainsi libellé en détail dans les dispositions spécifiques apparaissant dans le CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Ces mêmes dispositions, signifiées dans le marché subséquent, notifiées conformément aux dispositions du présent accord-cadre, prévoiront également une mise à jour annuelle de ces formations de mise à niveau et de reconnaissance de sites pour tous les personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire.

³⁴ Cet outil pourrait se présenter sous forme d'une check-list ou d'un document informatisé à menus déroulants.

³⁵ Pour le présent accord-cadre, la délégation du CNAPS territorialement compétente est la délégation Ile-de-France.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 32 sur 40

Ces dispositions sont à organiser et à planifier directement entre les parties, dans le cadre d'un accord entre le prestataire et le responsable de la structure contractante.

4.12 Remise à disposition d'un personnel salarié du prestataire

Le prestataire mettra à disposition de la structure contractante les personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, tels qu'ils sont désignés par catégories professionnelles ou métiers et nommés dans les différents paragraphes cités supra.

Cependant, le représentant de la structure contractante se réserve le droit d'exiger du prestataire le retrait immédiat du service, sans délai de carence, de ce personnel de sécurité qualifié, salarié de son entreprise, pour les motifs suivants :

Inadaptation sérieuse et persistante³⁶ à la structure contractante, survenue postérieurement à la période initiale, contractuellement définie dans le marché subséquent ;

- Changement profond et durable de comportement personnel ou professionnel dudit agent de prévention et de sécurité qualifié ou tout autre personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire ;
- Commission d'une faute professionnelle particulièrement lourde et non admissible ;
- Commission d'une infraction pénale, répréhensible au vu des textes de loi et dispositions réglementaires en vigueur au moment de la commission des faits.

Il est expressément remis à disposition d'un personnel tout particulièrement nommé et désigné par le prestataire, au plus tard au terme de la demi-journée ou de la journée d'emploi, tel qu'elle apparaissait sur le planning d'emploi des personnels de sécurité qualifiés, salariés du prestataire, conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Dans ce cas précis de retrait immédiat du service, l'agent de prévention et de sécurité qualifié ou le personnel de sécurité qualifié incriminé, salarié du prestataire, est mis en position de retrait d'emploi et d'activité temporaire. Il n'a pas l'autorisation implicite de quitter le site sur lequel il est présent³⁷ et a été employé ce jour-là, mais uniquement sur la seule décision du responsable de la structure contractante. Il en est obligatoirement informé par le responsable de la structure contractante.

Dans ce cas précis également, le prestataire ne peut se prévaloir d'aucune indemnité compensatrice ou de remplacement de ce personnel de sécurité qualifié, salarié de son entreprise, remis à disposition immédiatement, ni invoquer une impossibilité matérielle ou de ressources humaines adaptées pour y surseoir.

Dans le cas où le retrait d'un personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, qualifié agent de prévention et de sécurité qualifié (APS) s'avérerait ne pas être décidé en urgence comme dit dans les dispositions citées dans les alinéas supra, mais apparaîtrait comme néanmoins souhaitable et devenu nécessaire à terme, là aussi postérieurement à la période initiale, contractuellement définie dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord cadre, sans que les motifs retenus soient constitutifs et caractéristiques d'une faute grave ou d'un manquement avéré et persistant aux dispositions contractuelles du CCTP dudit marché subséquent, signifié conformément aux disposition du présent accord-cadre, un délai contractuel est étudié et adapté entre le prestataire et le responsable de la structure contractante, pour réaliser à bien cette mesure de remise à disposition du prestataire de ce personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire.

Ce délai contractuel ne saurait dépasser dix jours ouvrés francs, à compter du premier jour de la prise de décision de retrait de la structure contractante, signifiée et notifiée au prestataire selon les usages habituels.

4.13 Protection des personnels mis à disposition

Le prestataire devra se conformer rigoureusement à l'ensemble des dispositions du règlement intérieur de l'AP-HP. A ce titre, un exemplaire de ce règlement intérieur, à jour au premier jour d'exécution du marché, lu est remis pour consultation et emploi.

Le prestataire devra fournir, et ce dans les délais contractuels prévus, un plan de prévention pour ses personnels de sécurité qualifiés et leur protection. Ce plan sera actualisé à minima annuellement.

³⁶ L'impossibilité phobique d'être confronté à des aspects sanitaires et physiologiques peuvent en être.

³⁷ Dans son intérêt propre en matière de couverture sociale et d'assurance, nonobstant la possibilité d'être poursuivi pour abandon manifeste de poste s'il partait d'initiative du site.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 33 sur 40

Le prestataire devra s'assurer de la couverture maladie obligatoire et de l'existence d'une assurance complémentaire, couvrant la totalité de ses personnels de sécurité qualifiés, employés sur une structure contractante, conformément aux dispositions sociales obligatoires en la matière, déjà parues ou à paraître.

Le prestataire devra s'assurer également de la protection juridique accordée de droit à tous ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, dès lors qu'ils auront été victimes, dans l'exercice de leurs fonctions, des tâches et missions accomplies, de faits pénalement répréhensibles et pour lesquels ils ont déposé plainte *ad hominem*.

Il appartient en particulier au prestataire de faciliter à tous ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, les démarches liées à ces états de fait, allant du dépôt de plainte en son nom, auprès des services de police ou de gendarmerie territorialement compétents³⁸, à la visite médicale complémentaire, y compris et le cas échéant, au service des urgences médico-judiciaires (UMJ) sur convocation, l'éventuelle assistance d'un conseil lors de la convocation à l'audience de la juridiction de jugement compétente et, partant, de l'éventuelle constitution de partie civile à titre personnel en vue d'obtenir réparation du dommage et du préjudice personnel subi.

Cette tâche ne saurait, de droit, incomber responsable de la structure contractante, où le personnel de sécurité qualifié, salarié du prestataire, est mis à disposition.

Le prestataire s'assurera en particulier du fait que ses personnels de sécurité qualifiés, salariés, exerçant une mission de service public au bénéfice d'un établissement public de santé, soient bien reconnus en tant que tel par la juridiction de première instance, lors de l'audience mais aussi dès lors qu'ils déposent plainte³⁹ en leur nom propre pour des voies de fait ou des violences subies lors de l'exécution de leur service au quotidien, au profit des personnels en charge d'une mission de service public, patients, visiteurs et biens de la structure contractante.

4.14 Accidents et prises en charge des personnels mis à disposition

Le prestataire prendra en charge les accidents de travail, y compris les accidents survenus lors des trajets « aller » et « retour »⁴⁰ de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, de et vers les sites de la structure contractante, où ils sont habituellement affectés ou détachés pour effectuer les missions et tâches dévolues au prestataire.

Les conditions de prise en charge et d'indemnisation de ces accidents relèvent de la jurisprudence habituelle et constante en la matière, des instances et juridictions saisies et appelées à statuer. A ce titre, le prestataire ne saurait faire valoir de droit d'exemption, fondé sur le fait que le personnel de sécurité qualifié concerné, salarié de son entreprise, a été pris en charge et soigné⁴¹ au sein même de la structure contractante ou au sein de toute autre structure sanitaire et de santé, proche.

Le cas échéant et tout particulièrement en cas d'accident avec exposition au sang (AES)⁴², le prestataire signifiera par tous moyens usuels de communication, habituellement utilisés, au responsable de la structure contractante, les circonstances et détails relatifs à cet accident et les mesures qu'il envisage de prendre ou qu'il a d'ores et déjà prises à titre de prévention et de sécurité sanitaire pour le personnel de sécurité qualifié, salarié de son entreprise, tous les autres personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, ainsi que vis-à-vis de la structure contractante.

4.15 Discipline intérieure

Le prestataire veillera à ce que ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, respectent scrupuleusement les consignes et directives édictées et figurant toutes dans le règlement intérieur de l'AP-HP ou dans les différents documents de travail. A ce titre, un exemplaire au moins du document cité, à jour, aura été mis à disposition du prestataire, au premier jour d'exécution dudit marché subséquent.

A chaque nouvelle édition, cette mise à disposition est renouvelée de façon à ce que le prestataire dispose en permanence d'un document à jour et actualisé, consultable par l'ensemble de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise.

³⁸ Conventionnellement, ces dépôts de plaintes doivent avoir lieu au plus près du temps de l'action et de l'atteinte subie, en liaison généralement avec les plaintes des autres victimes.

³⁹ Cela doit clairement apparaître dans le procès-verbal d'audition de la victime avec précisions quant à son emploi, les dates de présence, la charge de la continuité d'action au service du public et des patients.

⁴⁰ Conformément aux dispositions du Code du travail dans ce domaine.

⁴¹ Ne s'agissant là que de soins de première urgence dont la dispensation est absolument nécessaire.

⁴² Cette déclaration est obligatoire, sous peine de pénalités sévères applicables, compte tenu de la spécificité des établissements hospitaliers.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 34 sur 40

A ce titre, le prestataire veillera tout particulièrement à ce que ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise, mis à disposition de la structure contractante, n'enfreignent nullement les règles suivantes, dont - par ailleurs - la liste citée et énumérée ci-dessous ne saurait être considérée comme étant exhaustive, à la date de signature du présent accord-cadre et, partant, de chacun des futurs accords subséquents, tous signifiés postérieurement conformément aux présentes dispositions :

- Ne pas accepter de gratification ou de rétribution quelconque, de quelque nature qu'elle soit, de pourboire(s), de numéraire, de cadeau(x), de don(s), d'aucune espèce ou forme, de la part d'aucun organisme, d'aucun personnel, ni d'aucune personne, quels qu'en soient les motifs ou les raisons exposés ;

Ne pas respecter, intégralement et en permanence, les dispositions, connues, signifiées et affichées, relatives à l'interdiction de fumer et de vapoter⁴³, tel qu'elles apparaissent dans le règlement intérieur de l'AP-HP ;

Ne pas respecter intégralement les dispositions s'attachant au secret professionnel et au secret médical, en s'engageant à ne révéler à quiconque⁴⁴ et à quelque titre que ce soit, ce qu'ils auraient été amenés à constater, observer, voir, entendre, surprendre, suivre, participer ou comprendre ;

- Ne pas respecter strictement et scrupuleusement, sous quelque motif que ce soit, la déontologie hospitalière, tel qu'elle est explicitée et définie dans le règlement intérieur de l'AP-HP ;
- Ne pas prendre parti ou position dans tout débat oral, discussion, manifestation, attroupement, rassemblement, contestation, protestation, projet, écrit, manifeste, publication, affichage, même spontanée, même inopinément ou de caractère temporaire ou éphémère, afin de sauvegarder son indépendance dans l'exécution des seules missions et tâches qui lui sont confiées, dans le cadre du marché, notifié au prestataire ;
- Ne pas faire preuve en temps habituel d'intempérance, de bruits excessifs, de comportements disproportionnés eu égard à la déontologie hospitalière, de comportement autoritaire ou intransigeant, de laxisme dans son savoir-faire, de laisser-aller manifeste tant dans son savoir-être que son savoir-faire.

Le non-respect de l'une seulement de ces conditions par l'un des personnels de sécurité qualifiés, salarié du prestataire, titulaire du marché, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, se verrait aussitôt sanctionné, conformément aux dispositions⁴⁵ stipulées supra, par le renvoi de la structure contractante de ce personnel de sécurité qualifié et sa remise à disposition immédiate du prestataire, dans les délais prévus.

Le prestataire avisé directement par tout moyen usuel de correspondance et d'information habituellement usité, devra dès lors pourvoir à son remplacement immédiat par un autre de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés, formé et agréé à travailler sur le site de la structure contractante.

Compte tenu du caractère particulier de ce non-respect des règles édictées, le prestataire ne saurait se prévaloir du délai contractuel de retrait du personnel de sécurité qualifié, salarié, délai contractuellement défini dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, entre lui et le responsable de la structure contractante.

Le prestataire ne saurait prétendre, à ce titre, à une quelconque indemnité compensatrice d'éviction pour ces personnels, ayant d'évidence ou par simple négligence, méconnu les dispositions mêmes du règlement intérieur de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris ou omis de les rappeler à échéance régulière à l'ensemble de ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise.

5. Dispositions spécifiques applicables au lot 02 « Télésurveillance »

Les différentes prestations demandées à la structure contractante, comprises dans ce lot spécifique, dit de « télésurveillance », revêtent un caractère particulier d'installation, de suivi, d'observation, de maintenance, d'alerte et d'intervention, qui sont décrits et détaillés ci-dessous.

⁴³ Le vapotage est considéré depuis 2018 par les textes législatifs comme identifié à la tabagie, avec toutes ses éventuelles conséquences sanitaires possibles.

⁴⁴ Seule une autorité de justice, enquêtant dans un cadre judiciaire établi, pourrait délier le personnel concerné de cette obligation.

⁴⁵ Voir tout particulièrement à ce titre le paragraphe 5.13 supra et l'ensemble de ses dispositions.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 35 sur 40

Le nombre exact de sites, d'emprises ou de locaux à protéger et à surveiller, en particulier, fera l'objet de dispositions spécifiques incluses dans les différents marchés subséquents, signifiés conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Il en est de même de l'augmentation possible du nombre de ces sites, de leur extension ou de leur réaménagement, toutes raisons pour lesquelles les mêmes dispositions visées supra seront transcrites dans les différents marchés subséquents, signifiés conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Le responsable de la structure contractante peut également concevoir, dans le plan de sécurité d'établissement (PSE), une prise en charge par un ou des systèmes de télésurveillance spécifique de tout ou partie de leurs locaux, bâtiments, structures, annexes, parcs, jardins, entrepôts, accès et allées, nonobstant l'existence d'un premier marché subséquent répondant au lot 01 « sécurité générale, surveillance et intervention humaine » et signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

5.1 Périmètre d'exécution des prestations de télésurveillance

La structure contractante, par le biais du marché subséquent signifié au prestataire, conformément aux dispositions du présent accord-cadre, désigne par écrit à ce dernier le ou les groupes hospitalo-universitaires, établissements hospitaliers, bâtiments, structures, édifices, lieux divers, accès, passages et tout autre dispositif de sécurisation y compris logiciel, qu'il souhaite placer sous télésurveillance et contrôler à distance, en temps réel.

L'évolution patrimoniale de la structure contractante, l'augmentation de leur activité, la relocalisation de tout ou partie des services d'hospitalisation et de soins peuvent les amener à en ajouter d'autres, appelés eux également à être placés sous le même régime de surveillance et de sécurité assurée à distance en temps réel.

Les parties contractantes feront dès lors figurer au sein du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre, un avenant mentionnant et précisant ces ajouts, leur volume, les conséquences induites, les modifications, suppressions ou ajouts des règles de fonctionnement initialement définies entre la structure contractante et le prestataire, l'évolution d'un processus vers l'internalisation ou inversement, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

5.2 Modalités d'exécution des prestations de télésurveillance

Le prestataire devra assurer et ce dès le premier jour d'exécution dudit marché et jusqu'à son dernier jour effectif, la continuité de la surveillance et des tâches demandées par la structure contractante, selon les dispositions prévues au CCTP du marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Les modalités spécifiques des transports sur les lieux et des interventions demandées et exigées par le responsable de la structure contractante font l'objet de modalités pratiques écrites, contractualisées dans le marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

Il en est de même de la remise, à titre officiel des trousseaux de clés, de divers badges d'accès, des plans des lieux, des codes d'accès, des numéros de téléphones, des adresses de contact par courriel et de tous les autres moyens d'accès⁴⁶ remis au prestataire par le responsable de la structure contractante, pour lui permettre de mener à bien ses tâches et missions.

5.3 Obligations spécifiques applicables au lot 02 « Télésurveillance »

Le prestataire s'engage à fournir au responsable de la structure contractante, les documents délivrés, attestant que ses installations, ses équipements, ses process, sont en conformité avec les dernières dispositions réglementaires en vigueur, en particulier le RGPD paru le 25 mai 2018 et les prescriptions de l'ANSSI.

Le prestataire veillera à la confidentialité la plus totale et la plus complète des actions, interventions, lieux, personnels, situations, événements auxquels lui-même et ses personnels, salariés de son entreprise, auraient pu être, incidemment ou par nécessité, confrontés au sein des structures contractantes ou au sein des desquels ils interviennent.

Pendant toute l'exécution du marché, le prestataire veillera à ce qu'aucune des données recueillies, des dossiers remis, des clés prêtées, des badges ou codes d'accès créés ne puissent être utilisés à d'autres fins que strictement professionnelles par ses personnels de sécurité qualifiés, salariés de son entreprise ou des

⁴⁶ Dont la perte ou la détérioration devront être signalées dans les meilleurs délais aux responsables désignés.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 36 sur 40

personnels tiers, n'appartenant pas à son entreprise et non autorisés par le responsable de la structure contractante.

A cet effet, le prestataire remettra et ce dès le premier jour d'exécution du marché, au responsable de la structure contractante, une procédure contradictoire, où il précise ces modalités, leur changement à temps selon un calendrier arrêté contradictoirement et la résolution proposée pour tous les incidents susceptibles de survenir.

5.4 Maintenance, interventions techniques et obsolescence des matériels

La structure contractante fera figurer dans le CCTP du marché subséquent, les spécificités énumérées ci-après, nécessaires au bon fonctionnement en continu des systèmes et réseaux, durant toute la durée d'exécution dudit marché subséquent, signifié conformément aux dispositions du présent accord-cadre :

- Maintien en état opérationnel du système de télésurveillance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;
- Maintenance périodique programmée sur l'ensemble des réseaux, matériels, appareils, antennes, installations, avec dates et plages fixées dans un calendrier précis et contractualisé figurant dans les dispositions incluses dans le marché subséquent, cette maintenance étant sous-entendue à minima semestrielle ;
- Maintenance curative : intervention en urgence, sur des pannes ou des coupures inopinées survenues et ne permettant plus la poursuite, en continu, de la mission et des tâches de télésurveillance, avec délais d'alerte, délais d'intervention et durée prévisible de l'intervention technique, tous trois fixés dans les dispositions incluses dans le marché subséquent. Le prestataire devra également procéder à l'analyse des causes de la panne, proposer au responsable de la structure contractante des mesures préventives et des solutions visant à améliorer la fiabilité du système.
- Remplacement de certains matériels ou dispositifs de sécurité, dont l'obsolescence est devenue manifeste et évidente au vu de la veille technologique permanente assurée par le prestataire et dont le maintien en fonctionnement ne garantirait plus au prestataire la certitude et la garantie de pouvoir assurer les missions et tâches confiées. Pour cette partie spécifique relative aux matériels, des dates et plages de remplacement seront fixées et contractualisées dans des dispositions ad hoc incluses dans le marché subséquent.

5.5 Règles de déontologie

Les données et documents (dématérialisés ou non) qui sont échangés dans le cadre du présent marché (y compris pendant la période de consultation), qu'ils présentent ou non un caractère personnel, sont des données confidentielles et couvertes par le secret professionnel, tel que défini aux articles 226-13 et suivants du code pénal.

Conformément aux dispositions susmentionnées, l'AP-HP et le titulaire du marché s'engagent à respecter mutuellement les obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité du présent marché.

Tous les documents, informations et procédures utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché (notamment les données à caractère personnel) doivent être détruits par le titulaire à la fin de l'exécution du marché ou de sa résiliation.

Le titulaire reste seul responsable à l'égard de ses salariés, de ses cotraitants, de ses sous-traitants, de tout intervenant pour son compte.

Le titulaire s'engage (pour lui-même et pour son personnel) :

- À ne pas divulguer ou retransmettre à des personnes ou entités non autorisées les informations et documents dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché ;
- À ne donner accès aux informations, aux documents et aux outils informatiques (notamment, logiciels, fichiers) nécessaires à l'exécution de la prestation qu'au personnel habilité dans le cadre du présent marché ;
- À ne pas utiliser les informations, les documents et outils informatiques (notamment codes sources, logiciels, fichiers) mis à sa disposition à d'autres fins que celles spécifiées dans le présent marché ;
- À respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée, notamment pour ce qui concerne les formalités déclaratives auprès de la

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 37 sur 40

CNIL dans le cas où il serait amené à transférer hors du territoire français et européen les données à caractère personnel dont il aurait eu connaissance dans le cadre du présent marché ;

- À prendre les mesures nécessaires et adéquates pour assurer la sécurité des informations, des documents et des outils informatiques (notamment, logiciels, fichiers) dont il disposera dans le cadre de l'exécution du marché ;
- À respecter les règles en matière de bonne utilisation et de sécurité des outils informatiques de la DSI de l'AP-HP ;
- À détruire tous les documents, informations et procédures utilisés dans le cadre du marché (notamment les données à caractère personnel) à la fin de l'exécution du marché ou de sa résiliation.

L'AP-HP s'engage pour sa part :

- À respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire du marché que celui-ci aurait désigné comme tel dans le cadre de l'exécution du marché ;
- À faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.
- L'AP-HP, si elle l'estime nécessaire, se réserve le droit de procéder à une vérification du respect par le prestataire, des engagements mis à sa charge en termes de confidentialité et de sécurité.
- Le prestataire doit prendre les mesures nécessaires pour mettre à disposition de l'AP-HP, le cas échéant, les éléments permettant de prouver qu'il a respecté ses engagements.

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 38 sur 40

Annexe n°1 : Alphabet phonétique international

Lettre de l'alphabet	Correspondance avec l'alphabet phonétique international	Prononciation
A	ALPHA	al-fa
B	BRAVO	bra-vo
C	CHARLIE	char-li
D	DELTA	del-ta
E	ECHO	eck-o
F	FOX-TROT	foks-trott
G	GOLF	golf
H	HOTEL	ho-tel
I	INDIA	inn-di-a
J	JULIET	ju-li-ett
K	KILO	ki-lo
L	LIMA	li-ma
M	MIKE	maïk
N	NOVEMBER	no-vem-beur
O	OSCAR	oss-car
P	PAPA	pa-pa
Q	QUEBEC	ké-bek
R	ROMEO	ro-mé-o
S	SIERRA	si-air-a
T	TANGO	tang-go
U	UNIFORME	u-ni-form
V	VICTOR	vic-tor
W	WHISKY	wiss-ki
X	X-RAY	icks-ré
Y	YANKEE	yan-ki
Z	ZOULOU	zou-lou

Les annexes suivantes sont jointes au DCE :

Annexe n°2 : Fiche pratique CNAPS – Tenues des agents privés de sécurité

⇒ **Document nommé « 25-014 – CCTP_01 02_Annexe 2_CNAPS Tenues »**

Annexe n°3 : Cadre de réponse technique – Lot 01

⇒ **Document nommé « 25-014 – CCTP_01 02_Annexe 3_CRT Lot 01 »**

Annexe n°4 : Cadre de réponse technique – Lot 02

⇒ **Document nommé « 25-014 – CCTP_01 02_Annexe 4_CRT Lot 02 »**

A.P.-H.P.	Consultation n° 25-014	ACHAT
CCTP.2 15/09/2021	Dernière mise à jour du : 10/01/2025	Page 40 sur 40